

JOURNAL OFFICIEL

DU BURKINA FASO

Paraissant le jeudi de chaque semaine

Vu PM

ABONNEMENTS	ABONNEMENTS ET INSERTIONS	ANNONCES ET AVIS
BURKINA FASO ET AFRIQUE Toute voie 6 mois 1 an 13.250 26.500	les abonnements et insertions seront adressés au Secrétariat Général du Gouvernement et du Conseil des Ministres 01 BP. 3924 OUAGADOUGOU TEL. 50-32-63-61 / 50 32-60-19	Association à but non lucratif et avis autre que de constitution de sociétés commerciales..... 12.500 F CFA
AUTRES PAYS Voie aérienne exclusivement 6 mois.....15.600 1 an31.200	Les lettres demandant réponse devront être accompagnées d'un timbre pour l'affranchissement.	Avis de constitution de sociétés commerciales..... 24.000 F CFA
Vente de numéro Année courante..... 500 Année antérieure..... 600	ISSN 07966-5206 Les abonnements et les annonces sont payables d'avance	Les annonces devront parvenir au plus tard le jeudi précédant la date de parution du "JO".

SOMMAIRE

AN 2009

SOMMAIRE

PARTIE OFFICIELLE

PRESIDENCE DU FASO 4283

25 mai... Ordonnance n°2009-008/PRES portant autorisation de ratification de l'accord de prêt conclu le 16 novembre 2008 au Caire en Egypte entre le Burkina Faso et la Banque arabe pour le développement économique en Afrique (BADEA) pour le financement partiel du projet de route Koudougou- Dédougou.

22 mai... Décret n°2009-336/PRES promulguant la loi n°011-2009/AN du 21 avril 2009 portant autorisation de ratification de l'accord portant création de la facilité africaine de soutien juridique signé le 24 septembre 2008 par le Burkina Faso.

22 mai... Décret n°2009-337/PRES promulguant la loi n°012-2009/AN du 21 avril 2009 portant modification de la loi n°6-65/AN du 26 mai 1965

portant création du code des impôts directs et indirects et du monopole des tabacs, ensemble ses modificatifs.

22 mai... Décret n°2009-338/PRES promulguant la loi n°014-2009/AN du 23 avril 2009 portant autorisation de ratification de la charte de l'eau du bassin du Niger, signée le 30 avril 2008 à Niamey (Niger).

GRANDE CHANCELLERIE 4284

22 mai... Décret n°2009-339/PRES/GC rectifiant le décret n°2007-645/PRES/GC du 25 octobre 2007 portant promotion et nomination à titre normal, à titre exceptionnel et à titre posthume dans l'Ordre du Mérite Burkinabè à l'occasion du 11 décembre 2007.

22 mai... Décret n°2009-340/PRES/GC portant nomination à titre normal et à titre exceptionnel dans l'Ordre National à l'occasion du cinquantième anniversaire du Petit Séminaire Notre Dame d'Afrique de Koudougou/Boulkiemdé.

22 mai... Décret n°2009-341/PRES/GC portant nomination à titre normal et à titre exceptionnel dans l'Ordre du Mérite Burkinabè à l'occasion du Cinquantième du Petit Séminaire Notre Dame d'Afrique de Koudougou Boulkiemdé.

22 mai... Décret n°2009-342/PRES/GC portant promotion et nomination à titre normal et titre exceptionnel dans l'Ordre National.

ACTES DU GOUVERNEMENT**MINISTERE DES AFFAIRES ETRANGERES
ET DE LA COOPERATION REGIONALE**

18 mai ... Décret n°2009-309/PRES/PM/MAECR portant nomination d'un secrétaire général.

18 mai... Décret n°2009-310/PRES/PM/MAECR portant nomination d'un secrétaire permanent.

18 mai... Décret n°2009-311/PRES/PM/MAECR portant nomination de Ministres conseillers.

18 mai... Décret n°2009-312/PRES/PM/MAECR portant nomination d'un Conseiller économique

18 mai... Décret n°2009-313/PRES/PM/MAECR portant nomination de Conseillers techniques.

18 mai... Décret n°2009-314/PRES/PM/MAECR portant nomination d'un Chef de cabinet.

18 mai... Décret n°2009-315/PRES/PM/MAECR portant nomination d'un Directeur de service.

18 mai... Décret n°2009-316/PRES/PM/MAECR portant nomination d'un Directeur général.

25 mai... Décret n°2009-345/PRES/PM/MAECR portant nomination d'un Directeur service.

**MINISTERE DE L'AGRICULTURE, DE L'HYDRAU-
LIQUE ET DES RESSOURCES HALIEUTIQUES**

18 mai... Décret n°2009-331/PRES/PM/MAHRH/MEF/MCPEA portant nomination d'Administrateurs au Conseil d'administration de l'Agence d'Exécution des Travaux Eau et Equipement Rural (AGETEER).

18 mai... Décret n°2009-332/PRES/PM/MAHRH/MEF/MCPEA portant nomination du président du conseil d'administration de l'Agence d'Exécution des Travaux Eau et Equipement rural (AGETEER)

**MINISTERE DES INFRASTRUCTURES E
T DU DESENCLAVEMENT**

18 mai... Décret n°2009-318/PRES/PM/MID portant nomination d'un Directeur général

18 mai... Décret n°2009-319/PRES/PM/MID portant nomination de Directeurs de service.

18 mai... Décret n°2009-330/PRES/PM/MID/MEF portant nomination

d'un Administrateur au conseil d'administration du Fonds d'entretien routier du Burkina Faso (FER-B)

18 mai... Décret n°2009-333/PRES/PM/MID/MEF portant nomination d'un Administrateur au Conseil d'Administration de l'Institut Géographique du Burkina (IGB)

**MINISTERE DE LA CULTURE, DU TOURISME
ET DE LA COMMUNICATION**

18 mai... Décret n°2009-317/PRES/PM/MCTC portant nomination de Directeurs régionaux.

MINISTERE DE LA SECURITE

25 mai... Décret n°2009-343/PRES/PM/SECU/DEF/MATD/MJ/MEF/MT SS portant réglementation des activités des sociétés privées de gardiennage.

**MINISTERE DE L'ENVIRONNEMENT
ET DU CADRE DE VIE**

18 mai... Décret n°2009-324/PRES/PM/MECV portant nomination d'un Secrétaire général.

18 mai... Décret n°2009-327/PRES/PM/MECV portant nomination de directeurs de service

**MINISTERE DU COMMERCE, DE LA PROMOTION
DE L'ENTREPRISE ET DE L'ARTISANAT**

18 mai... Décret n°2009-334/PRES/PM/MCPEA/MEF portant renouvellement de mandat d'administrateurs au conseil d'administration de la Filature du Sahel (FILSAH-SA).

18 mai... Décret n°2009-335/PRES/PM/MCPEA/MEF portant nomination d'un administrateur au conseil d'administration de la Filature du Sahel (FILSAH-SA).

**MINISTERE DE LA FONCTION PUBLIQUE
ET DE LA REFORME DE L'ETAT**

18 mai... Décret n°2009-328/PRES/PM/MFPRE/MEF portant nomination d'un Administrateur au conseil d'administration de l'Ecole Nationale d'Administration et de Magistrature (ENAM).

18 mai... Décret n°2009-329/PRES/PM/MFPRE/MEF portant nomination du président du conseil d'administration de l'Ecole Nationale d'Administration et de Magistrature (ENAM).

MINISTERE DE LA JEUNESSE ET DE L'EMPLOI

25 mai... Décret n°2009-344

/PRES/PM/MJE/MEF portant nomination d'administrateurs au conseil d'administration du groupement d'intérêt public-programme national de volontariat au Burkina Faso.

25 mai ... Décret n°2009-347 /PRES/PM/MJE/MEF portant nomination du président du conseil d'administration du groupement d'intérêt public- programme national de volontariat au Burkina Faso.

MINISTERE DES RESSOURCES ANIMALES

18 mai... Décret n°2009-320/PRES/PM/MRA portant nomination d'un conseiller technique

18 mai... Décret n°2009-321/PRES/PM/MRA portant nomination d'un Inspecteur technique

18 mai... Décret n°2009-322/PRES/PM/MRA portant nomination d'un Directeur de service

18 mai... Décret n°2009-323/PRES/PM/MRA portant nomination de chargés d'études.

PARTIE NON OFFICIELLE

ANNONCES

PARTIE OFFICIELLE

PRESIDENCE DU FASO

ORDONNANCE N° 2009-008/PRES portant autorisation de ratification de l'Accord de prêt conclu le 16 novembre 2008 au Caire en Egypte entre le Burkina Faso et la Banque arabe pour le développement économique en Afrique (BADEA) pour le financement partiel du projet de route Koudougou – Dédougou.

LE PRESIDENT DU FASO, PRESIDENT DU CONSEIL DES MINISTRES,

VU la Constitution ;

VU le décret n° 2007-349/PRES du 04 juin 2007 portant nomination du Premier Ministre ;

VU le décret n°2008-517/PRES/PM du 03 septembre 2008 portant remaniement du Gouvernement ;

VU la loi n° 063-2008/AN du 16 décembre 2008 portant habilitation du Gouvernement à autoriser par voie d'ordonnance la ratification des accords de financement conclus entre le Burkina Faso et les partenaires techniques et financiers ;

VU l'Accord de prêt conclu le 16 novembre 2008 au

Caire en Egypte entre le Burkina Faso et la Banque arabe pour le développement économique en Afrique (BADEA) pour le financement partiel du projet de route Koudougou – Dédougou ;

VU l'avis juridique n° 2009-022/CC du 7 mai 2009 sur la conformité à la Constitution de l'Accord de prêt conclu le 16 novembre 2008 au Caire en Egypte entre le Burkina Faso et la Banque arabe pour le développement économique en Afrique (BADEA) pour le financement partiel du projet de route Koudougou – Dédougou ;

VU le décret n°2007-424/PRES/PM/SGG-CM du 13 juillet 2007 portant attributions des membres du Gouvernement ;

Le Conseil des Ministres entendu en sa séance du 9 avril 2009 ;

DECRETE

ARTICLE 1 : Est autorisée la ratification l'Accord de prêt signé le 16 novembre 2008 au Caire en Egypte entre le Burkina Faso et la Banque arabe pour le développement économique en Afrique (BADEA) pour le financement partiel du projet de route Koudougou – Dédougou.

ARTICLE 2 : Le présent décret sera publié au Journal Officiel du Faso.

Ouagadougou, le 25 mai 2009

Blaise COMPAORE

DECRET N° 2009-336/PRES promulguant la loi n° 011-2009/AN du 21 avril 2009 portant autorisation de ratification de l'Accord portant création de la Facilité africaine de soutien juridique signé le 24 septembre 2008 par le Burkina Faso.

LE PRESIDENT DU FASO, PRESIDENT DU CONSEIL DES MINISTRES,

VU la Constitution ;

VU la lettre n° 2009-036/AN/PRES/SG/DGSL/DSC du 30 avril 2009 du Président de l'Assemblée nationale transmettant pour promulgation la loi n° 011-2009/AN du 21 avril 2009 portant autorisation de ratification de l'Accord portant création de la Facilité africaine de soutien juridique signé le 24 septembre 2008 par le Burkina Faso ;

VU l'avis juridique n° 2009-012/CC du 24 février 2009 sur la conformité à la Constitution de l'Accord portant création de la Facilité africaine de soutien juridique ;

DECRETE

ARTICLE 1 : Est promulguée la loi n° 011-2009/AN du 21 avril 2009 portant autorisation de ratification de l'Accord portant création de la Facilité africaine de soutien juridique signé le 24 septembre 2008 par le Burkina Faso.

ARTICLE 2 : Le présent décret sera publié au Journal Officiel du Faso.

Ouagadougou, le 22 mai 2009

Blaise COMPAORE

DECRET N° 2009-337/PRES promulguant la loi n° 012-2009/AN du 21 avril 2009 portant modification de la loi n° 6-65/AN du 26 mai 1965 portant création du Code des impôts directs et indirects et du monopole des tabacs, ensemble ses modificatifs.

**LE PRESIDENT DU FASO,
PRESIDENT DU CONSEIL DES MINISTRES,**

VU la Constitution ;

VU la lettre n° 2009-036/AN/PRES/SG/DGSL/DSC du 30 avril 2009 du Président de l'Assemblée nationale transmettant pour promulgation la loi n° 012-2009/AN du 21 avril 2009 portant modification de la loi n° 6-65/AN du 26 mai 1965 portant création du Code des impôts directs et indirects et du monopole des tabacs, ensemble ses modificatifs ;

DECRETE

ARTICLE 1 : Est promulguée la loi n° 012-2009/AN du 21 avril 2009 portant modification de la loi n° 6-65/AN du 26 mai 1965 portant création du Code des impôts directs et indirects et du monopole des tabacs, ensemble ses modificatifs

ARTICLE 2 : Le présent décret sera publié au Journal Officiel du Faso.

Ouagadougou, le 22 mai 2009

Blaise COMPAORE

DECRET N° 2009-338/PRES promulguant la loi n° 014-2009/AN du 23 avril 2009 portant autorisation de ratification de la Charte de l'eau du bassin du Niger, signée le 30 avril 2008 à Niamey (Niger).

LE PRESIDENT DU FASO,

PRESIDENT DU CONSEIL DES MINISTRES,

VU la Constitution ;

VU la lettre n° 2009-037/AN/PRES/SG/DGSL/DSC du 04 mai 2009 du Président de l'Assemblée nationale transmettant pour promulgation la loi n° 014-2009/AN du 23 avril 2009 portant autorisation de ratification de la Charte de l'eau du bassin du Niger, signée le 30 avril 2008 à Niamey au Niger ;

VU l'avis juridique n° 2008-025/CC du 20 novembre 2008 sur la conformité à la Constitution de la Charte de l'Eau du Bassin du Niger signée le 30 avril 2008 à Niamey (Niger) entre les Etats membres de l'Autorité du bassin du Niger ;

DECRETE

ARTICLE 1 : Est promulguée la loi n° 014-2009/AN du 23 avril 2009 portant autorisation de ratification de la Charte de l'eau du bassin du Niger, signée le 30 avril 2008 à Niamey au Niger.

ARTICLE 2 : Le présent décret sera publié au Journal Officiel du Faso.

Ouagadougou, le 22 mai 2009

Blaise COMPAORE

GRANDE CHANCELLERIE

Décret n°2009-339/PRES/GC du 22 mai 2009.

Article 1 : L'article 3 du décret sus visé est rectifié ainsi qu'il suit :

Au lieu de

Article 3 : Sont nommés au grade de Chevalier de l'Ordre du Mérite Burkinabè

Titre normal

Agrafe : Administration

M. ZOUBA Paléguénaba Pierre, mle 28163 N, né le 24 août 1965 à Poa/Boulkiemé

Lire :

Article 3 : Sont nommés au grade de Chevalier de l'Ordre du Mérite Burkinabè

Titre normal

Agrafe : Administration

M. ZOUBGA Paléguénaba Pierre, mle 28163 N, né le 24 août 1965 à Poa/Boulkiemé

Le reste sans changement.

Décret n°2009-340/PRES/GC du 22 mai 2009

Article 1 : Sont nommés au grade de Chevalier de l'Ordre National :

Titre normal

M. L'Abbé BASSOLE Jean, né le 21 juin 1947 à Réo/Sanguié

M. L'Abbé KABORE Tibo Albert, né En 1955 à Saria/Boulkiemdé

M. L'Abbé KI André, né en 1945 à Sien/Toma/Nayala
S.E. Monseigneur OUEDRAOGO Joachim, né le 18 mars 1962 à Rouko/Bam

M. L'Abbé SAVADOGO Raga Justin, né en 1953 à Ziga/Yatenga

M. SURGOU Jean Edouard, mle 17000 S, né le 12 avril 1956 à Temnaoré/Boulkiemdé

Titre exceptionnel

M. L'Abbé TREMBLAIS Michel Paul Jean, né le 08 octobre 1942 à Com Brand/Poitou-Charentes/France.

Décret n°2009-341/PRES/GC du 22 mai 2009

Article 1 : Sont nommés au grade de chevalier de l'Ordre du Mérite Burkinabè

Titre normal :

Mme. TAPSOBA/KABORE Lucie, née en 1924 à Ragoulé/Boulkiemdé.

Titre exceptionnel :

Sœur LE DUC Geneviève Marguerite, née le 27 septembre 1941 à Saint Père en Retz/Loire Atlantique/France.

Décret n°2009-342/PRES/GC du 22 mai 2009

Article 1 : Est promu à titre normal au grade d'officier de l'Ordre National :

M. DIAWARA Omar, mle 500075, né le 15 janvier 1945 à Bobo-Dioulasso/Houet

Article 2 : Sont nommés à titre exceptionnel au grade de Chevalier de l'Ordre National :

Mme. DUFOUR JAILLET Claire Andrée, présidente de l'association PROMETRA France, née le 6 novembre 1955 à Sainte-croix (Vaud) Suisse ;

M. YOUNG Andrew, membre du comité directeur de PROMETRA, né le 12 mars 1932 à New Orléans/Louisiane/USA

ACTES DU GOUVERNEMENT**MINISTERE DES AFFAIRES ETRANGERES
ET DE LA COOPERATION REGIONALE****DECRET N° 2009-309/PRES/PM/MAECR du 18 mai 2009.**

ARTICLE 1 : Monsieur Boubakar KOTE, Mle 17 314, Ministre plénipotentiaire, est nommé Secrétaire général de l'Institut des hautes études internationales (INHEI).

ARTICLE 2 : Le Ministre d'Etat, Ministre des affaires étrangères et de la coopération régionale est chargé de l'exécution du présent décret qui prend effet pour compter de la date de prise de service de l'intéressé et sera publié au Journal Officiel du Faso.

DECRET N° 2009-310/PRES/PM/MAECR du 18 mai 2009

ARTICLE 1 : Monsieur Ousman NACAMBO, Mle 16 753 T, Ministre plénipotentiaire, est nommé Secrétaire permanent du Conseil supérieur des burkinabè de l'étranger (CSBE).

ARTICLE 2 : Le Ministre d'Etat, Ministre des affaires étrangères et de la coopération régionale est chargé de l'exécution du présent décret qui prend effet pour compter de la date de prise de service de l'intéressé et sera publié au Journal Officiel du Faso.

DECRET N° 2009-311/PRES/PM/MAECR du 18 mai 2009.

ARTICLE 1 : Monsieur Sibiri Michel OUEDRAOGO, Mle 10 349 A, Ministre plénipotentiaire, est nommé Ministre conseiller, Chargé d'affaires près l'ambassade du Burkina Faso à Brasilia (République Fédérale du Brésil).

ARTICLE 2 : Monsieur Abdoul Karim SALAMBERE, Mle 19 269 Z, Ministre plénipotentiaire, est nommé Ministre conseiller près l'ambassade du Burkina Faso à Ryad (Arabie Saoudite).

ARTICLE 3 : Monsieur Juste Windpabasba TIEMTORE, Mle 12 874 X, Ministre plénipotentiaire, est nommé Ministre Conseiller près l'ambassade du Burkina Faso à Prétoria (Afrique du Sud).

ARTICLE 4 : Le Ministre d'Etat, Ministre des affaires étrangères et de la coopération régionale est chargé de l'exécution du présent décret qui prend effet pour compter de la date de prise de service des intéressés et sera publié au Journal Officiel du Faso.

DECRET N° 2009-312/PRES/PM/MAECR du 18 mai 2009.

ARTICLE 1 : Monsieur Emmanuel LALSOMDE, Mle 24 916 S, Administrateur des services financiers, est nommé

Conseiller économique près l'ambassade du Burkina Faso à Bruxelles (Belgique).

ARTICLE 2 : Le Ministre d'Etat, Ministre des affaires étrangères et de la coopération régionale est chargé de l'exécution du présent décret qui prend effet pour compter de la date de prise de service de l'intéressé et sera publié au Journal Officiel du Faso.

DECRET N° 2009-313/PRES/PM/MAECR du 18 mai 2009.

DECRETE

ARTICLE 1 : Madame Marie Andrée TRAORE/KONDE, Mle 19 928 G, Ministre plénipotentiaire, est nommée Conseiller technique du Ministre d'Etat, Ministre des affaires étrangères et de la coopération régionale.

ARTICLE 2 : Monsieur Patrice KAFANDO, Mle 22 506 U, Ministre plénipotentiaire, est nommé Conseiller technique du Ministre d'Etat, Ministre des affaires étrangères et de la coopération régionale.

ARTICLE 3 : Monsieur Jacob W. PASGO, Mle 25649 K, Ministre plénipotentiaire, est nommé Conseiller technique du Ministre d'Etat, Ministre des affaires étrangères et de la coopération régionale.

ARTICLE 4 : Le Ministre d'Etat, Ministre des affaires étrangères et de la coopération régionale est chargé de l'exécution du présent décret qui prend effet pour compter de la date de prise de service des intéressés et sera publié au Journal Officiel du Faso.

DECRET N° 2009-314/PRES/PM/MAECR du 18 mai 2009.

ARTICLE 1 : Monsieur Pierre WAONGO, Mle 22 389 F, Conseiller de presse et techniques des sciences de l'information et de la communication, est nommé Chef de cabinet du Ministre d'Etat, Ministre des affaires étrangères et de la coopération régionale.

ARTICLE 2 : Le Ministre d'Etat, Ministre des affaires étrangères et de la coopération régionale est chargé de l'exécution du présent décret qui prend effet pour compter de la date de prise de service de l'intéressé et sera publié au Journal Officiel du Faso.

DECRET N° 2009-315/PRES/PM/MAECR du 18 mai 2009.

ARTICLE 1 : Monsieur Babou BAMA, Mle 15 386 A, Secrétaire des affaires étrangères, est nommé Directeur des archives et de la documentation.

ARTICLE 2 : Le Ministre d'Etat, Ministre des affaires étrangères et de la coopération régionale est chargé de l'exé-

cution du présent décret qui prend effet pour compter de la date de prise de service de l'intéressé et sera publié au Journal Officiel du Faso.

DECRET N° 2009-316/PRES/PM/MAECR du 18 mai 2009.

ARTICLE 1 : Monsieur Didace Zidahon GAMPINE, Mle 23 782 F, Maître-assistant de logique et épistémologie (philosophie), est nommé Directeur général de l'Institut des hautes études internationales (INHEI).

ARTICLE 2 : Le Ministre d'Etat, Ministre des affaires étrangères et de la coopération régionale est chargé de l'exécution du présent décret qui prend effet pour compter de la date de prise de service de l'intéressé et sera publié au Journal Officiel du Faso.

DECRET N° 2009-345/PRES/PM/MAECR du 25 mai 2009.

ARTICLE 1 : Monsieur Mahamadi SOMDAKOUMA, Mle 26 078 N, Intendant universitaire, est nommé Directeur de l'administration et des finances de l'Institut des hautes études internationales (INHEI).

ARTICLE 2 : Le Ministre d'Etat, Ministre des affaires étrangères et de la coopération régionale et le Ministre de l'économie et des finances sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret qui prend effet pour compter de la date de prise de service de l'intéressé et sera publié au Journal Officiel du Faso.

MINISTERE DE L'AGRICULTURE DE L'HYDRAULIQUE ET DES RESSOURCES HALIEUTIQUES

DECRET N° 2009-331/PRES/PM/MAHRH/MEF/ MCPEA du 18 mai 2009.

ARTICLE 1 : Les personnes dont les noms suivent sont nommées Administrateurs au conseil d'administration de l'Agence d'exécution des travaux eau et équipement rural (AGETEER) pour un premier mandat de trois (03) ans.

ADMINISTRATEURS REPRESENTANT L'ETAT

Au titre du Ministère de l'agriculture, de l'hydraulique et des ressources halieutiques :

Monsieur Boniface BATIONO, Mle 11 735 Z, Ingénieur agro économiste ;

Monsieur Albert BERE, Mle 31 274 U, Ingénieur du génie rural.

Au titre du Ministère de l'économie et des finances :

Monsieur Moussa Roch Martin KABORE, Mle 41 573 V, Administrateur des services financiers.

Au titre du Ministère du commerce, de la promotion de l'entreprise et de l'artisanat

Monsieur Balima Mohamed TEGA, Mle 17 306 L, Conseiller des affaires économiques.

Au titre du Ministère de l'administration territoriale et de la décentralisation :

Monsieur Saïdou ZETIYENGA, Mle 69 206 W, Administrateur civil.

Au titre du Ministère des ressources animales :

Monsieur Baobsom Dominique KISSOU, Mle 21 331 L, Ingénieur d'élevage.

Au titre du Ministère de l'environnement et du cadre de vie :

Monsieur Loba Kisito NABIE, Mle 14 000 C, Inspecteur des eaux et forêts.

ADMINISTRATEUR REPRESENTANT L'ASSOCIATION DES MUNICIPALITES DU BURKINA FASO (AMBF) :

Monsieur Nabsanna Prosper ZOMBRE, Mle 21 333 Z, Maire de Ouargaye.

ARTICLE 2 : Le Ministre de l'agriculture de l'hydraulique et des ressources halieutiques, le Ministre de l'économie et des finances et le Ministre du commerce, de la promotion de l'entreprise et de l'artisanat sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret qui sera publié au Journal Officiel du Faso.

DECRET N° 2009-332/PRES/PM/MAHRH/MEF/ MCPEA du 18 mai 2009.

ARTICLE 1 : Monsieur Boniface BATIONO, Mle 11 735 Z, Ingénieur agro économiste, est nommé Président du conseil d'administration de l'Agence d'exécution des travaux eau et équipement rural (AGETEER) pour une période de trois (03) ans.

ARTICLE 2 : Le Ministre de l'agriculture de l'hydraulique et des ressources halieutiques, le Ministre de l'économie et des finances et le Ministre du commerce, de la promotion de l'entreprise et de l'artisanat sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret qui sera publié au Journal officiel du Faso.

**MINISTERE DES INFRASTRUCTURES
ET DU DESENCLAVEMENT**

DECRET N° 2009-318/PRES/PM/MID du 18 mai 2009.

ARTICLE 1 : Madame Clémence TRAORE/SOME, Economiste gestionnaire, est nommée Directrice générale du Laboratoire national du bâtiment et des travaux publics (LNBTP).

ARTICLE 2 : Le Ministre des infrastructures et du désenclavement est chargé de l'exécution du présent décret qui prend effet pour compter de la date de prise de service de l'intéressée et sera publié au Journal Officiel du Faso

N° 2009-319/PRES/PM/MID du 18 mai 2009.

ARTICLE 1 : Madame Ram Maria OUEDRAOGO, Mle 75 906 A, Ingénieur de génie civil, est nommée Directrice des études à la Direction générale des ouvrages d'art.

ARTICLE 2 : Monsieur Parimyéle Paul YAOGO, Mle 24 018 A, Ingénieur des travaux publics, est nommé Directeur de l'entretien routier à la Direction générale des routes.

ARTICLE 3 : Monsieur Somgalian Charles SAWA-DOGO, Mle 15 059 M, Ingénieur de génie civil, est nommé Directeur des études et du suivi à la Direction générale des pistes rurales.

ARTICLE 4 : Madame Brigitte Marie DAYAMBA/PITROIPA, Mle 14277 E, Administrateur des services financiers, est nommée Directrice du contrôle interne et de la coordination à la Direction générale des routes.

ARTICLE 5 : Monsieur Kolou DAÏLA, Mle 74 250 J, Ingénieur des travaux publics, est nommé Directeur de la coordination des travaux à la Direction générale des pistes rurales.

ARTICLE 6 : Monsieur Mahadi MAÏGA, Mle 74 247 G, Ingénieur des travaux publics, est nommé Directeur des travaux et du suivi des ouvrages à la Direction générale des ouvrages d'art.

ARTICLE 7 : Monsieur Oumarou BASSAVE, Mle 74 255 J, Economiste, est nommé Directeur de la gestion des contrats à la Direction générale des routes.

ARTICLE 8 : Monsieur Vincent de Paul Kountaor DABIRE, Mle 22 420 A, Ingénieur géomètre, est nommé Directeur de la planification des études et du suivi à la Direction générale des routes.

ARTICLE 9 : Monsieur Adama BARRY, Mle 24 021 W, technicien supérieur, est nommé Directeur d'appui aux collectivités territoriales à la Direction générale des pistes rurales.

ARTICLE 10 : Le Ministre des infrastructures et du désenclavement est chargé de l'exécution du présent décret qui prend effet pour compter de la date de prise de service des intéressés et sera publié au Journal Officiel du Faso

N° 2009-330/PRES/PM/MID/MEF du 18 mai 2009.

ARTICLE 1 : Madame Nathalie Brigitte ISSENYAN, Mle 88 678 Y, Comptable, est nommée Administrateur représentant le personnel au Conseil d'administration du Fonds d'entretien routier du Burkina (FER-B) pour une période de trois (03) ans.

ARTICLE 2 : Le Ministre des infrastructures et du désenclavement et le Ministre de l'économie et des finances, sont chargés chacun en ce qui le concerne de l'exécution du présent décret qui sera publié au Journal Officiel du Faso.

DECRET N° 2009-333/PRES/PM/MID/MEF du 18 mai 2009.

ARTICLE 1 : Le Commandant Souleymane OUE-DRAOGO, Instructeur pilote de l'armée de l'air, est nommé Administrateur représentant l'Etat au titre du ministère de la défense au conseil d'administration de l'Institut géographique du Burkina, pour un mandat de trois (03) ans renouvelable une fois.

ARTICLE 2 : Le Ministre des infrastructures et du désenclavement et le Ministre de l'économie et des finances, sont chargés chacun en ce qui le concerne de l'exécution du présent décret qui sera publié au Journal Officiel du Faso.

MINISTERE DE LA CULTURE, DU TOURISME ET DE LA COMMUNICATION

DECRET N° 2009-317/PRES/PM/MCTC du 18 mai 2009.

ARTICLE 1 : Monsieur Noaga Ernest THIOMBIANO, Mle 13 122 Y, Conseiller en sciences et techniques de l'information et de la communication, est nommé Directeur régional de la Culture, du tourisme et de la communication du Centre-Est (Tenkodogo).

ARTICLE 2 : Monsieur Eloi SOMDA, Mle 32 117 L, Conseiller en sciences et techniques de l'information et de la communication, est nommé Directeur régional de la Culture, du tourisme et de la communication de la Boucle du Mouhoun (Dédougou).

ARTICLE 3 : Monsieur Urbain KABORE, Mle 102 950 Z, Journaliste, est nommé Directeur régional de la Culture, du tourisme et de la communication des Cascades (Banfora).

ARTICLE 4 : Le Ministre de la culture, du tourisme et de la communication est chargé de l'exécution du présent décret qui prend effet pour compter de la date de prise de service des intéressés et sera publié au Journal Officiel du Faso.

MINISTERE DE LA SECURITE

DECRET

**N°2009-343/PRES/PM/SEC/DEF/MATD/MJ/MEF/MTSS/
portant réglementation des activités des sociétés privées
de gardiennage.**

LE PRESIDENT DU FASO, PRESIDENT DU CONSEIL DES MINISTRES

VU la constitution ;
VU le décret n°2007-349 /PRES du 04 juin 2007 portant nomination du Premier Ministre ;
VU le décret n°2008-517/PRES/PM du 03 septembre 2008 portant remaniement du gouvernement du Burkina Faso;
VU le décret n°2007-424/PRES/PM du 13 juillet 2007 portant attributions des membres du gouvernement ;
VU la loi n°032-2003/AN du 14 mai 2003 relative à la sécurité intérieure ;
Sur rapport du Ministre de la sécurité ;
Le Conseil des Ministres entendu en sa séance du 04 mars 2009 ;

DECRETE

CHAPITRE I : DES DISPOSITIONS GENERALES

Article 1: L'activité et la responsabilité professionnelle des sociétés privées de gardiennage et de leurs dirigeants sont réglementées par les dispositions du présent décret.

Article 2 : Au sens du présent décret, le terme société de gardiennage désigne toute personne morale de droit privé qui exerce une activité consistant à fournir aux personnes physiques ou morales, des services ou prestations ayant pour objet la surveillance des biens meubles ou immeubles, ainsi que la sécurité des personnes qui sont en relation directe ou indirecte avec ces biens dans l'exercice de leurs fonctions.

Les personnels des sociétés privées de gardiennage sont appelés « Vigiles »

Article 3 : L'exercice des activités de gardiennage par les sociétés privées est soumis à autorisation préalable du Ministre chargé de la sécurité pour une période de cinq (05) ans renouvelable.

Article 4 : Les sociétés privées de gardiennage ne peuvent exercer que les activités définies à l'article 2 ci-dessus.

Sont exclues toutes autres prestations non liées à la sécurité des personnes et des biens.

Article 5 : La dénomination des sociétés privées de gardiennage doit mentionner clairement leur caractère privé afin qu'aucune confusion ne puisse s'établir entre les activités

des personnes privées et celles des services publics de sécurité.

Article 6 : Les personnes employées à des tâches de surveillance des biens meubles et immeubles n'exercent leurs fonctions qu'à l'intérieur des bâtiments ou dans les limites des propriétés dont ils ont la garde. Leurs fonctions ne peuvent s'exercer sur la voie publique qu'à titre exceptionnel.

Article 7 : Les personnes exerçant une mission de surveillance sur la voie publique des biens meubles et immeubles contre les vols et déprédations limitent leurs activités aux biens dont elles ont la garde.

Il leur est interdit toute activité de patrouille en dehors des limites de leur champ de travail.

Article 8 : Il est interdit aux sociétés exerçant les activités énumérées à l'article 2 ci-dessus et à leurs personnels de s'immiscer ou d'intervenir de quelque manière que ce soit dans le déroulement d'un conflit de travail ou d'évènement s'y rapportant.

Il leur est également interdit de se livrer à une surveillance relative aux opinions politiques, religieuses ou syndicales et de constituer des fichiers dans ce but.

CHAPITRE II : DES CONDITIONS APPLICABLES AUX PERSONNES

Article 9 : Nul ne peut être dirigeant ou gérant d'une société de gardiennage :

- s'il n'est de nationalité burkinabé ;
- s'il a fait l'objet, d'une condamnation à une peine d'emprisonnement ferme de trois (3) mois et de plus de six (06) mois avec sursis, pour crime ou délit, hormis le délit d'imprudance ou le crime involontaire.
- s'il n'est de bonne moralité ;
- s'il est un failli non réhabilité ou déclaré en état de règlement judiciaire.

Article 10 : Nul ne peut être employé par une société de gardiennage :

- s'il a fait l'objet, d'une condamnation pénale ferme d'au moins trois (03) mois ou six (06) mois avec sursis pour atteinte à la sécurité des personnes et des biens ;
- s'il ne réside au Burkina Faso depuis au moins cinq (05) ans pour les non nationaux.

Article 11 : Le recrutement des personnels des sociétés privées de gardiennage doit se faire en conformité avec les lois et règlements en vigueur au Burkina Faso. Toutefois, l'embauche ne peut être définitive que sous réserve des résultats favorables de l'enquête de moralité effectuée par les services de sécurité sur le candidat.

Le responsable de la société constitue à cet effet, pour tout futur employé un dossier comprenant les pièces ci-après, qu'il adresse au Ministre chargé de la sécurité :

- un (01) extrait d'acte de naissance ou jugement supplétif d'acte de naissance ;
- une photocopie légalisée de la carte nationale d'identité;

- un (01) extrait du bulletin N°3 du casier judiciaire datant de moins de trois (3) mois;
- un (01) certificat de nationalité ;
- un certificat de résidence ;
- un curriculum vitae ;
- quatre (04) photographies d'identité récentes.

Article 12 : Les militaires et les para militaires en cessation d'activités doivent obtenir l'autorisation du ministre de tutelle de leur ancien corps pour exercer les activités de dirigeants ou employés d'une société de gardiennage.

Article 13 : Il est interdit à tout dirigeant, gérant ou employé de société privée de gardiennage ayant appartenu aux corps militaires et para militaires de faire état de cette qualité dans un but publicitaire ou de mise en confiance de la clientèle.

Article 14 : Tout dirigeant ou gérant de société privée de gardiennage doit procurer le travail convenu ; il ne peut exiger un travail autre que celui prévu au contrat de travail.

Il doit payer les salaires, indemnités et cotisations sociales dus en vertu des textes réglementaires, conventionnels et contractuels.

Article 15 : Le dirigeant, gérant ou préposé de société privée de gardiennage doit traiter le travailleur avec dignité et s'interdire toute forme de violence physique ou morale ou tout autre abus, notamment les amendes financières.

CHAPITRE III : DE L'AUTORISATION ADMINISTRATIVE PREALABLE

Article 16 : L'autorisation administrative préalable requise pour exercer une activité privée de gardiennage prévue à l'article 3 du présent décret peut être obtenue sur demande formulée par le dirigeant de la société. Elle est subordonnée à une enquête de moralité effectuée sur les dirigeants de la société par les services de sécurité.

Article 17 : L'autorisation administrative ne confère aucune prérogative de puissance publique.

Elle est individuelle et personnelle.

Article 18 : Le dossier de demande d'autorisation administrative du postulant comporte les documents ci-après :

- une (01) demande sur papier libre signée du requérant, adressée au Ministre chargé de la sécurité précisant l'adresse de la société et revêtue de timbre fiscal d'une valeur de cinquante mille (50000) francs ;
- une (01) quittance de versement au Trésor public de la somme de cent mille (100000) francs ;
- un (01) extrait d'acte de naissance ou jugement supplétif d'acte de naissance ;
- un (01) extrait du bulletin N° 3 du casier judiciaire datant de moins de trois (03) mois ;
- un (01) certificat de nationalité burkinabé ;
- un (01) certificat d'inscription au registre de commerce ;
- une (01) copie des statuts de la société;
- le logo ou l'insigne distinctif de la société ;

un état descriptif exhaustif des caractéristiques des équipements collectifs et individuels de la société et des personnels employés ;
quatre (04) photographies d'identités récentes ;
un curriculum vitae.

Article 19 : La liste du personnel des sociétés privées de gardiennage est mis à jour tous les trois (03) mois au niveau des services compétents du ministère chargé de la sécurité et du ministère chargé du travail.

Article 20 : Le dossier de demande d'autorisation administrative dûment constitué est transmis au Ministre chargée de la sécurité qui statue après enquête de moralité et vérifications de conformité effectuées par les services de police compétents.

Article 21 : La société privée de gardiennage doit disposer en permanence d'un siège et d'une infrastructure administrative minimale permettant le fonctionnement des services, l'accueil et l'information des usagers.

Article 22 : Toute société disposant de plusieurs succursales dont les lieux d'implantation sont distincts de celui du siège, est tenue d'adresser au Ministre chargé de la sécurité une déclaration avec ampliation à l'autorité administrative locale du lieu d'implantation de chacune des succursales.

Article 23 : Les sociétés de gardiennage agréées ont l'obligation de prendre une souscription auprès d'une société d'assurance en vue de garantir, le cas échéant, le dédommagement des tierces victimes du fait de leurs personnels et des victimes de vol, de déprédation de biens dont elles ont la garde.

Article 24 : Tout document qu'il soit de nature informative, contractuelle ou publicitaire, y compris toute annonce ou correspondance, émanant d'une société visée à l'article 2, doit indiquer les références de l'autorisation administrative.

Article 25 : L'autorisation administrative est suspendue d'office en cas de poursuite judiciaire contre la société ou ses dirigeants.

Elle est définitivement retirée en cas de condamnation en application des alinéas 2 et 3 de l'article 9 du présent décret.

CHAPITRE IV : DE L'UNIFORME, DE LA CARTE D'IDENTITE PROFESSIONNELLE, DES VEHICULES, DE L'EMPLOI DES AVERTISSEURS SONORES ET LUMINEUX, DES MOYENS DE COMMUNICATION RADIO, DU PORT D'ARME ET DE L'EMPLOI DES CHIENS.

SECTION I DE L'UNIFORME

Article 26 : Le personnel des sociétés privées de gardiennage est, dans l'exercice de leurs fonctions, vêtu d'une tenue qui ne prête pas à confusion avec les uniformes officiels des corps de l'Etat.

Les caractéristiques de cette tenue sont fixées par les services

compétents du ministère chargé de la sécurité, en liaison avec les responsables des sociétés concernées.

Article 27 : Un insigne et/ou sigle distinctif de chaque société sont portés sur la tenue ainsi définie.

Sont exclus de cette tenue, tout modèle, référence, couleur ou insigne présentant une ressemblance quelconque avec les tenues des forces de l'ordre régulières.

L'utilisation des couleurs nationales de quelque façon que ce soit, est interdite aux sociétés de gardiennage.

SECTION II : DE LA CARTE D'IDENTITE PROFESSIONNELLE

Article 28 : Le personnel employé à des tâches privées de gardiennage est, dans l'exercice de leurs fonctions, détenteur d'une carte d'identité professionnelle de vigile délivrée par leur employeur et validé par les services compétents du ministère chargé de la sécurité.

Article 29 : La carte mentionne les noms, prénoms et qualité du titulaire, ainsi que le nom, la raison sociale et l'adresse de l'employeur. Elle est revêtue d'une photographie du titulaire et porte les références de l'autorisation administrative de la société.

Elle ne doit présenter aucune ressemblance avec les cartes professionnelles officielles délivrées par l'administration publique.

Article 30 : La carte professionnelle ne peut tenir lieu de laissez-passer officiel, quelles que soient les circonstances, en dehors des lieux dont son détenteur a la garde.

Elle peut toutefois servir à solliciter ou à provoquer tout secours ou assistance, auprès de tiers ou des services nationaux de sécurité en cas de besoin.

Article 31 : Le port de la tenue n'est pas obligatoire pour les personnels exerçant une activité de protection des personnes. Cependant, ils doivent être porteurs de la carte professionnelle de vigile.

Article 32 : Le personnel employé par une société de gardiennage est tenu au port d'un badge d'identification personnelle.

SECTION III : DES VEHICULES, DES AVERTISSEURS SONORES ET LUMINEUX

Article 33 : Les véhicules affectés aux activités de gardiennage sont peints d'une couleur unique déterminée par les services compétents du ministère chargé de la sécurité, en liaison avec les responsables des sociétés concernées.

Les véhicules doivent porter le sigle et les coordonnées de la société dont ils sont la propriété.

Article 34 : L'emploi des sirènes, de gyrophares ou de tous autres accessoires de signalisation lumineuse est strictement interdit.

**SECTION IV : DES MOYENS DE COMMUNICATION
RADIO ET TELE DETECTION**

Article 35 : L'utilisation des fréquences et des moyens de communication radio est soumise à la réglementation en vigueur au Burkina Faso notamment la loi N°61-2008/AN du 27 novembre 2008 portant réglementation générale des réseaux et services de communication électroniques au Burkina Faso.

Nonobstant l'agrément délivré par l'autorité de régulation des communications électroniques pour les moyens de communication radio, ces équipements sont soumis au contrôle des services compétents du Ministère chargé de la sécurité.

Article 36 : Le recours aux moyens techniques de surveillance par satellite, et l'observation par moyen technologique aux fins de géo localisation sont soumis à autorisation préalable du Ministre chargé de la sécurité.

Les personnes, les biens meubles et immeubles ne peuvent faire l'objet d'une surveillance par télédétection ou par vidéo surveillance si elles n'y consentent elles-mêmes ou ne font l'objet d'un contrat signé par les personnes intéressées.

SECTION V : DU PORT DES ARMES

Article 37 : Le personnel des sociétés privées de gardiennage peut être individuellement armé dans les conditions fixées par les lois et règlements en vigueur au Burkina Faso.

Article 38 : L'usage des armes à l'occasion de l'exercice de toute activité de gardiennage n'est autorisé qu'en cas de légitime défense.

SECTION VI : DE L'EMPLOI DES CHIENS

Article 39 : L'utilisation des chiens dans l'exercice des dites activités est interdite en tout lieu sans la présence immédiate et continue d'un maître-chien. Les chiens utilisés dans les lieux publics ou ouverts au public sont tenus en laisse et munis de muselière.

Article 40 : L'emploi des chiens est conditionné à la délivrance par un vétérinaire agréé, d'un certificat zoo-sanitaire pour chaque chien.

CHAPITRE V :**DE LA FORMATION DES PERSONNELS DES SOCIETES PRIVEES DE GARDIENNAGE**

Article 41 : Les personnels des sociétés de gardiennage reçoivent une formation adaptée à l'exercice de leurs activités.

Article 42 : Les dirigeants des sociétés privées de gardiennage ont l'obligation de recourir aux services d'un centre de formation approprié ouvert à cet effet.

Article 43 : L'ouverture d'un centre de formation, les programmes et les modules de formation sont autorisés par arrêté du Ministre chargé de la sécurité.

Les instructeurs des centres de formation doivent être agréés par le Ministre chargé de la sécurité.

Article 44 : A l'issue de leur formation, les vigiles reçoivent une attestation faisant foi des qualifications acquises.

Cette attestation ouvre droit à une habilitation délivrée par le Ministre chargé de la sécurité.

Les conditions de délivrance de l'habilitation sont précisées par arrêté du Ministre chargé de la sécurité.

Article 45 : Sont exclus de tout programme de formation destinée aux vigiles, des exercices de tir et des entraînements au maniement d'armes de guerre.

CHAPITRE VI : DU CONTROLE ET DES SANCTIONS

Article 46 : Le contrôle des sociétés privées de gardiennage est assuré par les services compétents du Ministère chargé de la sécurité.

Le contrôle peut être annoncé ou inopiné.

Nonobstant la présente disposition, les autres structures de contrôles de l'Etat, en exécution des attributions qui leur sont dévolues, peuvent procéder à des contrôles dans les sociétés privées de gardiennage.

Article 47 : Toute violation des dispositions du présent décret est passible de sanction d'avertissement, de suspension ou de retrait de l'autorisation administrative, sans préjudice des sanctions pénales et civiles pour les infractions directement ou indirectement liées à l'exercice des dites activités.

Article 48 : La sanction d'avertissement est prononcée par les services compétents du Ministère chargé de la sécurité commis au contrôle des sociétés de gardiennage.

Elle est faite par écrit, notifiée à la société concernée et publiée partout où de besoin.

Article 49 : La suspension de l'autorisation administrative ne peut excéder une durée de six (06) mois. Elle entraîne la fermeture provisoire de la société pendant la période considérée.

Aucune activité ne peut être menée durant la période de suspension de l'autorisation administrative de la société.

Toutefois, durant cette période de suspension, les travailleurs sont mis en chômage technique et tous les effets y afférents leur sont appliqués conformément aux textes réglementaires en vigueur.

Article 50 : Le retrait de l'autorisation administrative a pour effet la fermeture administrative définitive de la société.

La suspension et le retrait de l'autorisation sont prononcés par arrêté du Ministre chargé de la sécurité.

CHAPITRE VII : DES DISPOSITIONS TRANSITOIRES ET FINALES

Article 51 : Dans un délai d'un (01) an à compter de la publication du présent décret, les sociétés privées de gardiennage exerçant sur le territoire national doivent se conformer aux dispositions ci-dessus.

Article 52 : Les modalités d'application du présent décret sont précisées par arrêtés.

Article 53 : Le présent décret abroge toutes dispositions antérieures contraires, notamment celles du décret n°97-533/PRES/PM/MATS du 28 novembre 1997 portant réglementation des sociétés de gardiennage.

Article 54 : Le Ministre de la sécurité, le Ministre de l'administration territoriale et de la décentralisation, le Ministre de la défense, le Ministre de la justice, garde des sceaux, le Ministre de l'économie et des finances, le Ministre du travail et de la sécurité Sociale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret qui sera publié au journal officiel du Faso.

Ouagadougou, le 25 mai 2009

Blaise COMPAORE

Le Premier Ministre

Tertius ZONGO

Le Ministre de la sécurité

Emile QUEDRAOGO

Le Ministre de la défense

Yero BOLY

Le Ministre de la justice, garde des sceaux

Zakalia KOTE

Le Ministre de l'économie et des finances

Lucien Noël Marie BEMBAMBA

Le Ministre de l'administration territoriale et de la décentralisation

Clément Pengdwendé SAWADOGO

Le Ministre du Travail et de la sécurité sociale

Jerôme BOUGOUMA

MINISTERE DE L'ENVIRONNEMENT ET DU CADRE DE VIE

DECRET N° 2009-324/PRES/PM/MECV du 18 mai 2009.

ARTICLE 1 : Madame Mama Christine LIEHOUN/ROTH, Mle 23 503 N, Conseiller des affaires économiques, est nommée Secrétaire générale du Ministère de l'environnement et du cadre de vie.

ARTICLE 2 : Le Ministre de l'environnement et du cadre de vie est chargé de l'exécution du présent décret qui prend effet pour compter de la date de prise de service de l'intéressé et sera publié au Journal Officiel du Faso.

DECRET N° 2009-327/PRES/PM/MECV du 18 mai 2009.

ARTICLE 1 : Monsieur Sandaogo Antoine KABORE, Mle 130 342 K, Magistrat, est nommé Directeur des affaires juridiques et du contentieux.

ARTICLE 2 : Monsieur Rigobert BAYALA, Mle 29 238 J, Inspecteur des eaux et forêts, est nommé Directeur du suivi écologique et des statistiques (DSES).

ARTICLE 3 : Le Ministre de l'environnement et du cadre de vie est chargé de l'exécution du présent décret qui prend effet pour compter de la date de prise de service des intéressés et sera publié au Journal Officiel du Faso.

MINISTERE DU COMMERCE, DE LA PROMOTION DE L'ENTREPRISE ET DE L'ARTISANAT

N° 2009-334/PRES/PM/MCPEA/MEF portant renouvellement de mandat d'Administrateurs au conseil d'administration de la Filature du Sahel (FILSAH-SA).

**LE PRESIDENT DU FASO,
PRESIDENT DU CONSEIL DES MINISTRES,**

VU la Constitution ;

VU le décret n° 2007-349/PRES du 04 juin 2007 portant nomination du Premier Ministre ;

VU le décret n°2008-517/PRES/PM du 03 septembre 2008 portant remaniement du Gouvernement ;

VU le décret n°2007-424/PRES/PM/SGG-CM du 13 juillet 2007 portant attributions des membres du Gouvernement;

VU le décret n° 2007-724/PRES/PM/MEF/MCPEA du 7 novembre 2007 portant modalités de désignation des membres des organes d'administration et de gestion des établissements publics et des sociétés à participation majoritaire de l'Etat ;

Sur rapport du Ministre du commerce, de la promotion de l'entreprise et de l'artisanat ;

LE Conseil des Ministres entendu en sa séance du 23 avril 2009 ;

DECRETE

ARTICLE 1 : Le mandat de membre du conseil d'administration de la Filature du sahel (FILSAH-SA) des personnes

dont les noms suivent est renouvelé pour une dernière période de trois (03) ans :

ADMINISTRATEUR REPRESENTANT L'ETAT

Au titre du Ministère du commerce, de la promotion de l'entreprise et de l'artisanat

Monsieur Amadou DICKO, Mle 28 442 E, Conseiller des affaires économiques.

ADMINISTRATEUR REPRESENTANT LE FONDS BURKINABE DE DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE ET SOCIAL

Monsieur Boukary OUEDRAOGO, Mle 19 779 H, Inspecteur du trésor.

ARTICLE 2 : Le Ministre du commerce, de la promotion de l'entreprise et de l'artisanat et le Ministre de l'économie et des finances sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret qui sera publié au Journal Officiel du Faso.

Ouagadougou, le 18 mai 2009

Blaise COMPAORE

Le Premier Ministre
Tertius ZONGO

Le Ministre de l'économie et des finances
Lucien Marie Noël BEMBAMBA

Le Ministre du commerce, de la promotion de l'entreprise et de l'artisanat
Mamadou SANOU

DECRET N° 2009-335/PRES/PM/MCPEA/MEF du 18 mai 2009.

ARTICLE 1 : Madame Céline YONABA/COULIBALY, Mle 27 773 C, Inspecteur des impôts, est nommée Administrateur représentant l'Etat au titre du Ministère de l'économie et des finances au conseil d'administration de la Filature du sahel (FILSAH-SA) pour un mandat de trois (03) ans renouvelable une seule fois.

ARTICLE 2 : Le Ministre du commerce, de la promotion de l'entreprise et de l'artisanat et le Ministre de l'économie et des finances sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret qui sera publié au Journal Officiel du Faso.

MINISTERE DE LA FONCTION PUBLIQUE ET DE LA REFORME DE L'ETAT

DECRET N° 2009-328/PRES/PM/MFPRE/MEF du 18 mai 2009.

ARTICLE 1 : Monsieur Emmanuel NIGNAN, Mle 36

612 F, Professeur certifié des lycées et collèges, est nommé Administrateur représentant l'Etat au titre du Ministère de la fonction publique et de la réforme de l'Etat au conseil d'administration de l'Ecole nationale d'administration et de la magistrature (ENAM) en remplacement de monsieur Issiaka SIGUE dont il achève le mandat.

ARTICLE 2 : Le Ministre de la fonction publique et de la réforme de l'Etat et le Ministre de l'économie et des finances sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret sera publié au Journal Officiel du Faso.

DECRET N° 2009-329/PRES/PM/MFPRE/MEF du 18 mai 2009

ARTICLE 1 : Monsieur Emmanuel NIGNAN, Mle 36 612 F, Professeur certifié des lycées et collèges, est nommé Président du conseil d'administration de l'Ecole nationale d'administration et de la magistrature (ENAM) en remplacement de monsieur Issiaka SIGUE dont il achève le mandat.

ARTICLE 2 : Le Ministre de la fonction publique et de la réforme de l'Etat et le Ministre de l'économie et des finances sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret sera publié au Journal Officiel du Faso.

MINISTERE DE LA JEUNESSE ET DE L'EMPLOI

N° 2009-344/PRES/PM/MJE/MEF du 25 mai 2009.

ARTICLE 1 : Sont nommées Administrateurs au conseil d'administration du Groupement d'intérêt public – Programme national de volontariat au Burkina Faso (GIP-PNVB) pour un premier mandat de trois ans, les personnes dont les noms suivent :

ADMINISTRATEURS REPRESENTANT L'ETAT

Au titre du Ministère de la jeunesse et de l'emploi :
Madame Jeanne YADGHO/LOFO, Psychologue, Mle 21 851 G ;
Monsieur Frédéric KABORE, Economiste, Mle 77 995 D.

Au titre du Ministère de l'économie et des finances :

Monsieur Robert SANOU, Economiste, Mle 24 994 W.

Au titre du Ministère du travail et de la sécurité sociale :

Monsieur Touwendé Joachim OUEDRAOGO, Mle 104 437 F,
Inspecteur du travail et des lois sociales.

Au titre du Ministère de l'administration territoriale et de la décentralisation :

Monsieur Sébastien SANOU, Juriste, Mle 28 109 V.

Au titre du Ministère de l'enseignement de base et de l'alphabétisation :

Monsieur Alassane TRAORE, Mle 59 690 D, Conseiller en gestion des ressources humaines.

Au titre du Ministère de la santé :

Monsieur Wend-Pagnangdé Jean Modeste SOUBEIGA, Mle 85 910 Z Administrateur des hôpitaux et services de santé.

ADMINISTRATEUR REPRESENTANT LES COLLECTIVITES TERRITORIALES :

Monsieur Yazon BOUE, Professeur certifié, Mle 25 636 L, des lycées et collèges.

ADMINISTRATEUR REPRESENTANT LES ETABLISSEMENTS PUBLICS DE L'ETAT :

Madame Anbeterfa Bernadette HIEN née DABIRE, Sociologue, Mle 15 001 L.

ADMINISTRATEURS REPRESENTANT LES ORGANISATIONS DE LA SOCIETE CIVILE :

Monsieur Charles SORGHOU, Psychologue ;
Monsieur Rakissida Alfred OUEDRAOGO, médecin juriste.
Monsieur Justin YOUNGMA, Ouvrier en bâtiment ;
Monsieur Maurice SANWIDI, Juriste ;
Madame Fatoumata BAMBARA/DARGA, Mle 20 681 T, Inspectrice de l'enseignement du 1^{er} degré.

ADMINISTRATEUR REPRESENTANT LES ORGANISATIONS INTERNATIONALES DE VOLONTARIAT :

Monsieur Eugène Kounker SOME, Sociologue.

ARTICLE 2 : Le mandat d'administrateur est gratuit.

Sur décision du conseil d'administration, il peut être procédé après présentation des pièces justificatives, au remboursement des frais de mission exposés pour la participation aux réunions et pour l'accomplissement des missions spécifiques demandées par le conseil à un administrateur dans la limite des barèmes fixés par le conseil d'administration.

ARTICLE 3 : Le Ministre de la jeunesse et de l'emploi et le Ministre de l'économie et des finances sont chargés chacun, en ce qui le concerne de l'exécution du présent décret qui sera publié au Journal Officiel du Faso.

DECRET N° 2009-347/PRES/PM/MJE/ MEF du 25 mai 2009.

ARTICLE 1 : Madame Jeanne YADGHO/LOFO, Psychologue, Mle 21 851 G, Administrateur, est nommée Présidente du conseil d'administration du Groupement d'intérêt public – Programme national de volontariat au Burkina Faso (GIP-PNVB) pour un premier mandat de trois ans.

ARTICLE 2 : Les fonctions de Président sont gratuites.

Sur décision du conseil d'administration, il peut être procédé après présentation des pièces justificatives, au remboursement des frais de mission exposés pour la participation aux réunions et pour l'accomplissement des missions spécifiques demandées par le conseil à un administrateur dans la limite des barèmes fixés par le conseil d'administration.

ARTICLE 3 : Le Ministre de la jeunesse et de l'emploi et le Ministre de l'économie et des finances sont chargés chacun, en ce qui le concerne de l'exécution du présent décret qui sera publié au Journal Officiel du Faso.

MINISTERE DES RESSOURCES ANIMALES

DECRET N° 2009-320/PRES/PM/MRA du 18 mai 2009.

ARTICLE 1 : Madame Alice Gisèle SIDIBE/ANAGO, Mle 26 913 L, attachée de recherche, est nommée Conseiller technique du Ministre des ressources animales.

ARTICLE 2 : Le Ministre des ressources animales est chargé de l'exécution du présent décret qui prend effet pour compter de la date de prise de service de l'intéressée et sera publié au Journal Officiel du Faso.

DECRET N° 2009-321/PRES/PM/MRA du 18 mai 2009.

ARTICLE 1 : Madame Haoua TOURE/DIALLO, Mle 13 329 A, Ingénieur d'élevage, est nommée Inspecteur technique au Ministère des ressources animales.

ARTICLE 2 : Le Ministre des ressources animales est chargé de l'exécution du présent décret qui prend effet pour compter de la date de prise de service de l'intéressée et sera publié au Journal Officiel du Faso.

DECRET N° 2009-322/PRES/PM/MRA du 18 mai 2009.

ARTICLE 1 : Monsieur Lassina OUATTARA, Mle 52 117 P, docteur vétérinaire, est nommé Directeur du Laboratoire national d'élevage.

ARTICLE 2 : Le Ministre des ressources animales est chargé de l'exécution du présent décret qui prend effet pour compter de la date de prise de service de l'intéressé et sera publié au Journal Officiel du Faso.

DECRET N° 2009-323/PRES/PM/MRA du 18 mai 2009.

ARTICLE 1 : Monsieur Adolphe BADOLO, Mle 15 234 T, Docteur nutritionniste, est nommé Chargé d'études au Ministère des ressources animales.

ARTICLE 2 : Monsieur Antony DABIRE, Mle 21 329, Ingénieur de l'élevage, est nommé Chargé d'études au Ministère des ressources animales.

ARTICLE 3 : Le Ministre des ressources animales est chargé de l'exécution du présent décret qui prend effet pour compter de la date de prise de service des intéressés et sera publié au Journal Officiel du Faso.

PARTIE NON OFFICIELLE

ANNONCES

L'Administration n'entend nullement être responsable de la teneur des annonces et avis publiés sous cette rubrique par les particuliers

Attestation de reconnaissance d'ONG

L'Association dénommée Association TIN TUA (A.T.T.) en abrégé (A.T.T.), dont le récépissé de déclaration délivré par le Ministère de l'administration territoriale porte le n°AN-VIII-29/PGRM/HC en date du 25 juin 1991 a été effectivement reconnue par le bureau de suivi des ONG (Ministère des Finances et du Plan) comme une ONG de développement.

Cette reconnaissance prend effet à compter du 26 août 1992

J'attire votre attention sur le fait qu'en raison de cet agrément, votre organisation s'engage à communiquer au bureau de suivi des ONG toute composition du conseil d'administration ou tout autre représentant ; elle doit en outre posséder des livres de comptes. Une copie des programmes prévisionnels d'activités, des rapports d'exécutions ainsi que des rapports annuels d'activités, dès leur approbation par l'assemblée générale doit être régulièrement déposée au BSONG.

Le BSONG, exerce ses fonctions de suivi par :

des visites sur le terrain ;
des rencontres de travail avec l'ONG ;
des envois de fiches et questionnaires à remplir avec le maximum de soins et de diligence par vos responsables ;
sa présence aux assemblées générales statutaires de l'ONG ;
des invitations à des rencontres de concertations (régionales, nationales ou sectorielles).

En dépit des appréciations faites par le BSONG sur les activités réelles de l'ONG, le non respect des engagements ci-dessus peut également amener la révision du titre d'ONG qui

est accordé à votre association.

Je vous prie de croire Monsieur le président à l'assurance de ma considération distinguée.

Pour servir et valoir ce que de droit.

Récépissé de déclaration d'association n° 2001-69/MATD/SG/DGAT/DLPAP du 29 janvier 2001. Le ministre de l'administration territoriale et de la décentralisation, donne aux personnes ci-après désignées, récépissé de déclaration d'existence pour l'association régie par la loi n° 10/92/ADP du 15 décembre 1992.

Dénomination : « **Club d'Entrepreneurs Etudiants du Burkina** » en abrégé : (C.E.E. – Burkina)

Siège : Ouagadougou, province du Kadiogo

Objectifs : Le Club d'Entrepreneurs Etudiants du Burkina (C.E.E. – Burkina) poursuit les objectifs suivants :

développer l'esprit d'entreprise chez les étudiants ;
partager des idées sur l'entrepreneuriat et la libre entreprise ;
obtenir des informations sur l'entrepreneurship ;
découvrir le style de vie et le rôle d'un entrepreneur par des contacts avec des entrepreneurs chevronnés (conférences, colloques, etc.) ;
apprendre sur l'entrepreneurship par l'expérimentation ;
travailler de concert avec des personnes de même intérêt dans une organisation à notre service.

Le bureau exécutif issu de l'Assemblée générale constitutive tenu le 05 janvier 2001 à Ouagadougou se compose comme suit :

Président : OAMPEBA Arsène Kiboré, 01 BP 168 Ouagadougou 01, Tél. : 30 60 07 poste 570
Vice-président : NAGALO Youépène Hermann, 09 BP 168 Ouagadougou 09, Tél. : 38 14 57
Secrétaire général : TRAORE Awa, Tél. : 36 36 04
Secrétaire général adjoint : ZABSONRE Kouka Tangui, Tél. : 38 01 41
Trésorier général : SAWADOGO Raïssa, Tél. : 36 12 08
Trésorier général adjoint : BARRO Kalifa, Tél. : 38 42 09
Secrétaire à la communication : OUEDRAOGO Serge Sougrinoma Géoffroy, 01 BP 1085 Ouagadougou 01 BF Tél. : 31 23 43
Secrétaire adjoint à la communication : ZOUNGRANA K Philippe Magloire, Tél. : 30 80 65
Secrétaire aux programmes : OUEDRAOGO Alfred, Tél. : 42 02 03
Secrétaire adjoint aux programmes : SIMPORE Ramatou, Tél. : 33 31 19
Secrétaire aux relations extérieures : SANOU Sonia, Tél. : 36 36 04
Secrétaire adjoint aux relations extérieures : OUEDRAOGO Hyacinthe, Tél. : 31 50 12
Commissaire aux comptes 01 : BELEMSAGA Tiga Hermann, Tél. : 25 11 49

Commissaire aux comptes 02 : OUEDRAOGO Aïssata,
Tél. : 36 03 45
Président d'honneur : Bibia Robert SANGARE,
Tél. : 23 84 69

Récépissé de déclaration d'association n° 2007-770/MATD/SG/DGLPAP/DOASOC du 14 novembre 2007. Le ministre de l'administration territoriale et de la décentralisation, donne aux personnes ci-après désignées, récépissé de déclaration d'existence pour l'association régie par la loi n° 10/92/ADP du 15 décembre 1992.

Dénomination : « **Association Zodo pour l'Environnement et le Développement** » en abrégé **AZED**

Siège : **Ouagadougou, province du Kadiogo**

Objectifs : L'Association Zodo pour l'Environnement et le Développement a pour objectifs de :

lutter contre les fléaux qui minent notre environnement ;
restaurer l'environnement pour le bien être de notre génération actuelle et la conserver pour les générations futures ;
promouvoir le développement communautaire et l'épanouissement des populations

La composition de l'organe dirigeant de l'association Zodo pour l'Environnement et le Développement est la suivante :

Président : BONI K. Félix, 01 BP 458 Ouagadougou 01, Tél. : 76 65 67 60
Coordonnateur : ILBOUDO Marc, 01 BP 6570 Ouagadougou 01, Tél. : 70 35 96 64
Secrétaire général : OUEDRAOGO Sibiri, 01 BP 458 Ouagadougou 01, Tél. : 70 26 23 56
Secrétaire général adjoint : ILBOUDO Wendsongda, 01 BP 777 Ouagadougou 01, Tél. : 70 42 88 19
Trésorier général : KABORE W. Siméon, 04 BP 8230 Ouagadougou 04, Tél. : 76 63 54 78
Trésorière générale adjointe : SAM Anne, 01 BP 6570 Ouagadougou 01 Tél. : 76 62 13 07
Chargée aux activités féminines : OUEDRAOGO Monique, 04 BP 8835 Ouagadougou 04, Tél. : 70 75 08 48
Chargé de l'organisation et à l'information : OUEDRAOGO Marcel, 04 BP 8835 Ouagadougou 04, Tél. : 76 64 45 85

Récépissé de déclaration d'association n° 2008-003/MATD/REST/PGRM/HC du 18 février 2008. Le haut-commissaire de la province du Gourma, donne aux personnes ci-après désignées, récépissé de déclaration d'existence pour l'association régie par la loi n° 10/92/ADP du 15 décembre 1992.

Dénomination : **Association Fiimba des Personnes Handicapées du Département de Matiacoali (AFPHDM)**

Siège : **Matiacoali**

Objectifs : Association Fiimba des Personnes Handicapées du Département de Matiacoali (AFPHDM) se fixe comme objectifs :

lutter contre la marginalisation des personnes handicapées ;
œuvrer pour l'emploi des personnes handicapées ;
favoriser la mise sur pied d'activités rémunératrices de revenus en faveur des handicapés ;
favoriser une réinsertion sociale des personnes handicapées ;
sensibiliser les personnes handicapées afin qu'elles s'investissent dans le travail en vue de leur autopromotion.

Noms, prénoms et adresses des personnes actuellement chargées de l'administration et ou de la direction de l'association.

Président : THIOMBIANO Adjouma, agent ONATEL à Matiacoali

Vice-président : TANKOANO Damiadi, ménagère à Matiacoali

Secrétaire général : SANGNA Taladi, cultivateur à Ourkouagou

Secrétaire général adjoint : THIOMBIANO Adjima Joseph, A.T.A. en retraite à Matiacoali

Trésorier général : SANGNA Yamba, gérant cabine téléphonique à Matiacoali

Trésorière générale adjointe : TOURE Rabiadou, ménagère à Matiacoali

Responsable à l'organisation : PITROIPA Moussa, cultivateur à Matiacoali

Responsable à l'organisation adjoint : LYDO Aïdjo, cultivateur à Matiacoali

Responsable à l'information : HAOUSSA Yaya, cultivateur à Matiacoali

Responsable à l'information adjoint : NAHINI Ahandi, cultivateur à Matiacoali

Responsable aux activités socio-économiques et culturelles : TANDAMBA Ounkiédi, cultivateur à Matiacoali

Responsable adjoint aux activités socio-économiques et culturelles : COMBARY Palou Pierre, cultivateur à Matiacoali

Responsable aux relations extérieures : KANDIA Kanfidini André, cultivateur à Matiacoali

Responsable adjoint aux relations extérieures : TANKOANO Nindia, ancien militaire à Matiacoali

Responsable aux activités féminines : OUALI Koagli, ménagère à Matiacoali

Responsable adjointe aux activités féminines : SANGNA Tani, ménagère à Boaligou.

Récépissé de déclaration d'association n° 2009-094/MATD/RNRD/PYTG/HC/SG du 16 mars 2009. Le haut-commissaire de la province du Yatenga donne aux personnes ci-après désignées, récépissé de déclaration de modification dans les textes constitutifs ; déclaration de changement dans la composition de l'organe dirigeant pour l'association régie par la loi n° 10/92/ADP du 15 décembre 1992.

Dénomination : « **Laafi - La- Tuuma** »

Siège : **Koungo, commune de Rambo, province du Yatenga**

Objectifs : Les objectifs de l'association dénommée : Laafi – La Tuuma de Koungo sont entre autres :

développer une prise de conscience des membres sur leurs responsabilités d'acteurs potentiels du développement du département de Rambo ;
promouvoir le bien être social dans le département de Rambo ;
faciliter l'accès à l'eau potable dans le département de Rambo ;
protéger l'environnement ;
promouvoir les projets de développement individuel et collectif au niveau de l'élevage ;
contribuer au développement économique et socioculturel de Rambo ;
instaurer un cadre permanent de formation, d'échanges et de coopération entre les membres de l'association et les autres associations sœurs dans la province.

Le bureau issu de l'assemblée générale ordinaire : tenue le 07 janvier 2009 à Koungo, se compose comme suit :

Président : OUEDRAOGO A. Arzouma, cultivateur à Koungo Tél. : 78 25 22 36

Vice-président : SAWADOGO Idrissa, cultivateur à Nioussi-Tangaye

Secrétaire général : OUEDRAOGO Zakaria, cultivateur à Koungo Tél. : 76 22 18 18

Secrétaire générale adjointe : SAWADOGO Safiata, ménagère à Koungo

Trésorier : OUEDRAOGO Mathieu, cultivateur à Koungo Tél. : 76 46 94 22

Trésorier adjoint : SAWADOGO Azara, ménagère à Dembrediéssé

Secrétaire aux relations extérieures : OUEDRAOGO Lassina, cultivateur à Koodè-Tangaye, Tél. : 76 55 35 14

Secrétaire adjointe aux relations extérieures :

OUEDRAOGO Awa, ménagère à Nioussi-Tangaye

Secrétaire à l'information : OUEDRAOGO Zakaria, cultivateur à Irin

Secrétaire adjoint à l'information : SAWADOGO Illassa, cultivateur à Dierko

Secrétaire à la jeunesse : SAWADOGO Boureima, cultivateur à Nioussi – Tangaye

Secrétaire adjoint à la jeunesse : OUEDRAOGO K. Idrissa, cultivateur à Koungo

Secrétaire à l'organisation : SAWADOGO Ousmane, cultivateur à Dembrediéssé

Secrétaire adjoint à l'organisation : OUEDRAOGO Amidou, cultivateur à Koungo

Secrétaire à la formation : OUEDRAOGO Moussa, cultivateur à Koungo

Secrétaire adjoint à la formation : OUEDROAGO Boureima, cultivateur à Konde-Tangaye

Secrétaire aux relations féminines : OUEDRAOGO Mamouna, ménagère à Koungo

Secrétaire adjointe aux relations féminines : OUEDRAOGO Mariam, ménagère à Koungo

Secrétaire aux relations avec les anciens : SAWADOGO Ouango Salam, cultivateur à Rambo

Secrétaire adjointe aux relations avec les anciens : OUEDRAOGO Lizèta, ménagère à Bouli

Commissaires aux comptes : OUEDRAOGO Aminata, ménagère à Tantoaga
SAWADOGO Amsétou, ménagère à Koungo
SAWADOGO Salifou, cultivateur à Irin.

Récépissé de déclaration d'association n° 2009-004/MATD/RBMH/PBL/HC-BRM du 07 avril 2009. Le haut-commissaire de la province des Balé, donne aux personnes ci-après désignées, récépissé de déclaration d'existence pour l'association régie par la loi n° 10/92/ADP du 15 décembre 1992.

Dénomination : Association d'Entraide et de Solidarité « Siniban » de Bagassi (AESB)

Siège : Bagassi/département dudit/province des Balé

Objectifs : L'Association d'Entraide et de Solidarité « Siniban » de Bagassi (AESB) a pour objectifs de :

contribuer à la prise en charge psychosociale des personnes vivant avec le VIH/SIDA (PV/VIH/SIDA), des personnes affectées par le VIH/SIDA des personnes affectées par le VIH/SIDA (PA/VIH/SIDA) en général et des OEV Sida en particulier ;
participer à la promotion socio-économique de la femme et lutter contre les pratiques ancestrales à son épanouissement ;
susciter l'approche genre à la participation de la femme dans la gestion de la cité de Bagassi conformément aux objectifs du millénaire pour le développement ;
organiser et orienter les jeunes vers des activités génératrices de revenus en favorisant leur auto-prise en charge et en les dotant d'outils nécessaires ;
promouvoir un système de partage des risques au sein de la population à travers des mutuelles de santé ;
susciter la solidarité mutuelle au sein de la communauté et surtout entretenir la solidarité traditionnelle envers les personnes âgées ;
promotion de l'hygiène, de l'assainissement et de l'auto-responsabilisation dans la gestion de la cité ;
contribuer à prévenir et à endiguer la délinquance juvénile.

Noms et prénoms des personnes actuellement chargées de l'administration et/ou de la direction de l'association :

Président : YE D. Amédée Parfait, Ouagadougou
Tél.: 70 27 71 52

Secrétaire général : YE Nestor, Bagassi/Tél. : 70 86 95 83

Trésorier général : YE Philipe, Bagassi Tél. : 70 87 06 86

Trésorier général adjoint : YE Bobé, Bagassi S/C
Tél.: 70 86 95 83

Secrétaire à l'information et à la mobilisation : YE Albert, Bagassi S/C Tél. : 70 86 95 83

Secrétaire à l'information et à la mobilisation adjoint : BONOU Noël, Vy Tél. : 70 71 23 60 77

Secrétaire aux questions et à la mobilisation de santé publique : YE Maurice, Nouna Tél. : 70 24 48 11

Secrétaire aux questions de santé publique adjoint : YE Edouard, Bobo-Dioulasso Tél. : 70 28 33 26

Secrétaire chargé des affaires sociales et la solidarité : MITIKOE Marcel, Gaoua Tél. : 70 29 94 00

Secrétaire chargée de la cause féminine : YE Antoinette, Ouagadougou Tél. : 76 25 55 10
 Secrétaire à l'éducation et à l'alphabétisation : YE Eli Ziniba Dori/Tél. 70 28 37 96
 Secrétaire à la jeunesse et à la promotion de l'auto emploi : BONOU Baba, Diébougou Tél. : 70 29 59 07
 Commissaires aux comptes : YE Benoît, Ouagadougou Tél. : 76 60 20 12
 TOURE Solomane, Bagassi S/C Tél. : 70 86 95 83.

Récépissé de déclaration d'association n° 2009-010/MATD/RCNR/PBAM/HC/CAB du 13 avril 2009. Le haut-commissaire de la province du Bam, donne aux personnes ci-après désignées, récépissé de déclaration d'existence pour l'association régie par la loi n° 10/92/ADP du 15 décembre 1992.

Dénomination : **Association Espace Zimian**

Siège : **Commune de Tikaré/province du Bam**

Objectifs : L'Association Espace Zimian poursuit les objectifs suivants :

aider à l'insertion socioculturelle des plus défavorisés ;
 lutter contre la pauvreté ;
 encourager les initiatives personnelles, et ou collectives ;
 protéger l'environnement ;
 pratiquer l'élevage, l'agriculture saisonnière et de la culture de contre saison

Le comité de coordination se compose comme suit :

Président : OUEDRAOGO Adama, Tél. : 76 48 06 03/ 78 84 31 04
 Secrétaire générale : Madame OUEDRAOGO née ZEBRE Aminata, Tél. : 76 87 16 28
 Trésorière : OUEDRAOGO Assétou, Tél. : 76 67 93 78
 Secrétaire à l'information et à la mobilisation : OUEDRAOGO Lasséné, Tél. : 70 62 14 79
 Secrétaire à l'information et à la mobilisation adjoint : OUDRAOGO Abdoulaye, Tél. : 76 06 97 31
 Secrétaire à l'éducation : Mademoiselle OUEDRAOGO Azèta, Tél. : 76 64 52 30.

Récépissé de déclaration d'association n° 2009-223/MATD/SG/DGLPAP/DOASOC du 17 avril 2009. Le ministre de l'administration territoriale et de la décentralisation, donne aux personnes ci-après désignées, récépissé de déclaration d'existence pour l'association régie par la loi n° 10/92/ADP du 15 décembre 1992.

Dénomination : « **Association Lambda** »

Siège : **Ouagadougou province du Kadiogo)**

Objectifs : L'Association Lambda poursuit les objectifs

suivants :

promouvoir les droits des personnes vivant avec le VIH ;
 promouvoir les droits humains ;
 promouvoir l'éducation ;
 offrir du soutien aux personnes marginalisées et défavorisées.

La composition de l'organe dirigeant de l'association Lambda est la suivante :

Président : NIKIEMA Evariste, 01 BP 17 Ouagadougou 01, Tél. : 78 00 23 73
 Secrétaire général : LE CLERC Roger, 01 BP 17 Ouagadougou 01, Tél. : 78 33 00 93
 Trésorier : KOTA Jean, 01 BP 17 Ouagadougou 01, Tél. : 70 72 86 15
 Responsable à l'information : CONSEIBO Honoré, 01 BP 17 Ouagadougou 01, Tél. : 70 36 99 37
 Responsable des relations extérieures : YODA Valentin, 01 BP 17 Ouagadougou 01, Tél. : 70 43 10 22.

Récépissé de déclaration d'association n° 2009-016/MATD/RHBS/GBD/SG du 20 avril 2009. Le Gouverneur de la Région des hauts bassins, donne aux personnes ci-après désignées, récépissé de déclaration d'existence pour l'association régie par la loi n° 10/92/ADP du 15 décembre 1992.

Dénomination : **Union Régionale des Organisations Professionnelles et des Associations des Artisans des Hauts Bassins (UROPAA/HBS).**

Siège : **Bobo-Dioulasso**

Objectifs :

favoriser les échanges et la concertation entre les artisans de la région des hauts Bassins sur leurs activités organisationnelles d'une part et avec les autres organisations nationales et internationales d'autre part ;
 contribuer à la valorisation des représentations des artisans dans les différents foras de représentation (CNPA, CES chambre consulaire...) ;
 contribuer à l'amélioration de l'environnement socio-économique de l'artisanat par un dialogue permanent entre l'administration et les organisations de base membres de l'union ;
 contribuer à une harmonisation des points de vue pour une évolution vers une structuration faîtière du secteur de l'artisanat ;
 servir de cadre pour ses membres dans la réflexion sur l'auto promotion de l'artisanat ;
 défendre par tous les moyens légaux les intérêts moraux et matériels des membres de l'union ;
 servir de répondant des structures partenaires du bureau des artisans et toutes celles intervenant dans le processus de la mise en place de la chambre des métiers.

Liste nominative des membres du bureau exécutif

Président : TRAORE F. Sidiki, Tél. : 78 01 16 07
 Vice-président : COULIBALY Sidiki, Tél. : 78 81 57 38

Secrétaire général : COMPAORE Dieudonné,
Tél. : 76 23 74 35
Secrétaire générale adjointe : KARAMBIRI Salimata,
Tél. : 76 38 98 64
Trésorière générale : ICHAOU Mouinatou,
Tél. : 70 38 64 63
Trésorière générale adjointe : DOMODO Martine,
Tél. : 78 81 29 77
Responsable à l'information : COULIBALY Ibrahim,
Tél. : 76 66 61 30
Responsable à l'information adjointe : OUEDRAOGO Gisèle, 70 13 66 14
Secrétaire chargé aux relations avec les organisations professionnelles : SANOU Yaya, Tél. : 76 08 15 44/
70 16 39 92
Secrétaire chargé aux relations avec les organisations professionnelles adjointe : TRAORE Ténin,
Tél. : 70 39 02 12
Responsable chargé à l'organisation des relations avec les membres de foras : TRAORE Bernard,
Tél. : 78 36 39 46/ 70 35 30 32
Responsable chargé à l'organisation des relations avec les membres de foras adjoint : ZONNO Seydou
Tél. : 78 88 84 80
Secrétaire chargé de la formation et perfectionnement : DIALLO Inoussa, Tél. : 76 62 27 92
Secrétaire chargé de la formation et perfectionnement adjoint : KARAMA S. Achille Tél. : 70 27 33 17
Secrétaire chargé aux affaires socio-éducatives : KONE Sidiki, Tél. : 76 40 63 85
Secrétaire chargé aux affaires socio-éducatives adjointe : ILBOUDO Haoua, Tél. : 76 64 40 63
Secrétaire chargé aux affaires juridiques : TRAORE Youssouf, Tél. : 70 17 37 52
Secrétaire chargé aux affaires juridiques adjoint : PARE Soumaïla, Tél. : 76 01 60 40
Responsable chargé de la promotion de la femme : DOCOSTA M. Chantal, Tél. : 76 05 12 40.

Récépissé de déclaration d'association n° 2009-007/MATD/RCSA/PZNV/HC du 22 avril 2009. Le haut-commissaire de la province du Zoundwéogo, donne aux personnes ci-après désignées, récépissé de déclaration d'existence pour l'association régie par la loi n° 10/92/ADP du 15 décembre 1992.

Dénomination : « Association Sak-Sida de Nobéré (ASSN) »

Siège : Nobéré, commune rurale dudit province du Zoundwéogo

Objectifs : L'Association dénommée « Sak-Sida de Nobéré (ASSN) » a pour objectifs de :

promouvoir le monde rural ;
représenter et de défendre ses membres ;
contribuer au développement du village ;
mobiliser et s'unir en vue de leur développement économique sociale et culturel ;
former et informer ses membres par la consolidation de leur

système organisationnel et le renforcement de leur savoir faire.

Noms, prénoms des personnes actuellement chargées de l'administration et/ou de la direction de l'association :

Président : ZOUNGRANA André, Tél. : 76 96 35 30
Vice-président : TONDE Issaka, Tél. : 75 32 47 72
Secrétaire général : COMPAORE Salifou, S/C
Tél. : 76 96 35 30
Secrétaire générale adjointe : SINDGO Abzèta, S/C
Tél. : 76 96 35 30
Trésorier général : OUEDA Ousmane, Tél. : 76 81 65 57
Trésorier général adjoint : SINDGO Daouda, S/C
Tél. : 76 81 65 57
Secrétaire à l'information : OUEDA Adama, S/C
Tél. : 75 32 47 72
Secrétaire adjoint à l'information : BONKOUNGOU Rasmané, S/C Tél. : 76 81 65 57
Commissaires aux comptes : ZOUNGRANA Sèni, S/C
Tél. : 76 96 35 30
TIEMTORE Bassirou S/C Tél. : 76 96 35 30.

Récépissé de déclaration d'association n° 2009-007/MATD/RPCL/PGNZ/HC/CAB du 22 avril 2009. Le haut-commissaire de la province du Ganzourgou, donne aux personnes ci-après désignées, récépissé de déclaration d'existence pour l'association régie par la loi n° 10/92/ADP du 15 décembre 1992.

Dénomination : « Association « Cadre de Concertation des Chefs Coutumiers de la Province du Ganzourgou » « C.C.C. C. G »

Siège : Commune de Méguet à la résidence de son président

Objectifs : L'Association « Cadre de Concertation des Chefs Coutumiers de la Province du Ganzourgou » « C.C.C.C.G » a pour objectifs :

travailler à la valorisation et au respect de la coutume comme fait de société
de promouvoir et de soutenir toute recherche tendant à mieux faire connaître et respecter les coutumes, les cultures et les valeurs traditionnelles positives de la province ;
de susciter l'entraide et la solidarité entre ses membres et défendre leur intérêts matériels et moraux ;
de travailler en partenariat avec les autorités politiques et administratives en vue de la prise de conscience et de l'implication positive des populations dans le processus de développement ;
d'assurer une véritable formation civique de ses membres pour les impératifs de la société de demain

Le bureau exécutif de l'association se compose comme suit :

Président : KAFANDO Saïdou Ernest, Naaba Saaga de Méguet, Tél. : 40 70 83 12 S/C BP 4 Zorgho
Secrétaire général : KOLOGO N. Bertrand, Naaba Padré de Nédogo, Tél. : 70 26 13 50/40 70 22 11 S/C BP 4 Zorgho

Trésorier général : KAFANDO Yamba Omar Louis Evence,
Naaba Boulga de Salogo, Tél. : 70 20 55 95 S/C BP 4 Zorgho
Secrétaire à l'information : KABORE Kibsa Emmanuel,
Naaba Sanem de Zorgho, Tél. : 70 23 23 06 S/C BP 4 Zorgho
Secrétaire aux relations extérieures : BONKOUNGOU
Charles, Auguste Aimé, Naaba Yemdé de Tanghin
Tél. : 70 26 37 07 S/C BP 4 Zorgho
COMPAORE Dieudonné, Naaba Kiba de Zam,
Tél. : 76 62 35 95/50 30 07 95 S/C BP 4 Zorgho.

Récépissé de déclaration d'existence n° 2009-019/MATD/RCOS/PBLK/HC-KDG/SG du 24 avril 2009. Le Haut-commissaire de la Province du Boulkiemdé, donne aux personnes ci-après désignées récépissé de déclaration d'existence pour l'Association régie par la loi n° 10/92/ADP du 15 décembre 1992.

Dénomination : « ASSOCIATION D'ASSISTANCE ET D'AIDE AUX PASTEURS RETRAITES, AUX ENFANTS ORPHELINS ET DE LA RUE, en abrégé (AAA-PREOR) »

SIEGE SOCIAL : Koudougou, Kassou / Province du Boulkiemdé

OBJET : L'Association D'ASSISTANCE ET D'AIDE AUX PASTEURS RETRAITES, AUX ENFANTS ORPHELINS ET DE LA RUE, poursuit les objectifs suivants :

Créer des conditions favorables pour l'épanouissement des Pasteurs à la retraite ;
Renforcer et améliorer l'appui des Pasteurs dans le processus d'auto promotion des populations ;
Lutter contre l'analphabétisme ;
Contribuer au développement durable ;
Soutenir les enfants de la rue et ceux en prison ;
Développer la solidarité et l'aide aux orphelins et autres personnes démunies ;
Sensibiliser, informer et former les populations sur la lutte contre les IST et le VIH/SIDA ;
Animer la concertation avec les différents partenaires pour le renforcement de la solidarité avec les plus démunis pour une assistance aux personnes, défavorisées et vulnérables ;
Promouvoir l'éducation par l'accès d'un plus grand nombre d'enfants à l'école ;
Coordonner, sensibiliser et motiver les populations des différentes localités à participer aux efforts d'organisation et de gestion dans les domaines : de l'assainissement, de la protection de l'environnement, de la lutte contre la pauvreté ;
Promouvoir l'éducation morale, civique et spirituelle de la jeunesse ;
Développer l'entrepreneuriat au niveau de la jeunesse ;
Contribuer à la promotion des échanges Nord-Sud et Sud-Sud.

Noms, prénom(s) et adresses des personnes chargées de l'administration de l'association dans l'acte constitutif :

Président Fondateur : ZOUNGRANA Pierre, Pasteur, BP 2, AD, tél. 71 33 30 06
Vice- Président : ZOUNGRANA Thomas, particulier,

tél. 70 25 87 19, Saria
Secrétaire général : ZOUNGRANA Christian, particulier, tél. 70 69 06 49
Trésorière générale : ZOUNGRANA Sougrinoma, particulier, tél. 71 31 16 46
Secrétaire à l'information et à la Formation : ZONGO Médard, particulier, tél. 76 61 51 93
Secrétaire à l'organisation : BAZEMO Boewendé Alexandre, particulier, tél. 50 36 62 89
Secrétaire aux relations extérieures : ZOMA Lewis, particulier, tél. 50 34 96 62 / 70 29 17 72
Secrétaire à la mobilisation Féminine : ZONGO Marie, ménagère, S/C tél. 71 33 30 06.

Récépissé de déclaration d'existence n° 2009-007/MATD/R-SHL/PSUM/HC du 04 mai 2009. Le Haut-commissaire de la Province du Soum, donne aux personnes ci-après désignées récépissé de déclaration d'existence pour l'Association régie par la loi n° 10/92/ADP du 15 décembre 1992.

Dénomination : « ASSOCIATION ISLAMIQUE DIINI NASSIHA (LANTERNE DE LA RELIGION) »
(AIDK-DN)

SIEGE SOCIAL : Kelbo

OBJET : L'association se fixe pour objectifs :

conscientiser spirituellement ses membres sur les principes de l'Islam ;
œuvrer à l'élévation du niveau de vie de ses membres de la population à travers la réalisation d'infrastructures socio-économiques.

Noms, prénoms et adresses des personnes chargées de l'administration de l'association.

Président : BAGAGNA Mahamadi, cultivateur à Kelbo
Vice- Président : RABO Harouna, cultivateur à Kelbo
Secrétaire général : KINDA Lassina, enseignant Franco arabe à Kelbo
Secrétaire général adjoint : BAMOGO El Hadji Abdoulaye, cultivateur à Kelbo
Trésorier général : RABO Hassime, cultivateur à Kelbo
Trésorier général adjoint : OUEDRAOGO Abdoul-Salam, enseignant Franco arabe à Noralkingal
Responsable à l'information : El Hadji OUEDRAOGO Salif, cultivateur à Kelbo
Responsable à l'information adjoint : El Hadji SIMPORE Abdoulaye, cultivateur à Noralkingal
Secrétaire à l'organisation : MAIGA Moumouni, cultivateur à Kelbo
Secrétaire à l'organisation adjoint : CISSE Amadou, Eleveur à Kelbo
Responsable à l'éducation et à la formation : RABO Oumarou, cultivateur à Kelbo
Responsable adjoint à l'éducation et à la formation : OUE-DRAOGO Ousmane, cultivateur à Diomsogui
Responsable aux affaires sociales : BIKIENGA Abdoulaye, cultivateur à Noralkingal
Responsable adjoint aux affaires sociales : KINDO Ousmane,

cultivateur à Kelbo

Responsable aux relations extérieures : KANAZOE Mahamadi, commerçant à Ouagadougou, tél. 76 10 00 00

Responsable adjoint aux relations extérieures : KINDO Hamadé, policier à Ouagadougou, tél. 70 26 15 91

Commissaires aux comptes :

DERRA Saïdou, cultivateur à Kelbo

SAWADOGO Adama, cultivateur à Diomsogui

Récépissé de déclaration d'existence n° 2009-091/MATD/RCEN/PKAD/HC/SG/DASE du 04 mai 2009.

Le Haut-commissaire de la Province du Kadiogo, donne aux personnes ci-après désignées récépissé de déclaration d'existence pour l'Association régie par la loi n° 10/92/ADP du 15 décembre 1992.

Dénomination : « ASSOCIATION JEUNESSE SPORT SANTE ET SOLIDARITE » (AJ3S)

SIEGE SOCIAL : Ouagadougou

OBJET : L'association a pour objectifs de :

- sensibiliser à la pratique du sport, vecteur de santé, de dynamisme, de vivacité de performance physique et intellectuelle ;
- sensibiliser à l'esprit de solidarité, d'équipe et d'entraide ;
- recherche de la performance physique et la compétence intellectuelle ;
- gérer des microprojets ;
- l'amélioration de la pratique du sport par la collecte des équipements sportifs ;
- rechercher des financements pour la réalisation des objectifs de l'AJ3S ;
- promouvoir des recherches et la réalisation des opérations y afférentes.

Noms, prénoms et adresses des personnes actuellement chargées de l'administration et/ou de la direction de l'Association:

Président : COMPAORE Omar, tél. 70 26 79 72

Secrétaire général : SAWADOGO Benjamin, tél. 71 40 75 73

Secrétaire général adjoint : COMPAORE Boukaré, tél. 70 57 48 98

Secrétaire au sport : SAWADOGO Jean, tél. 70 69 13 16

Secrétaire à l'organisation : KABORE Bilassé, tél. 76 53 10 82

Secrétaire aux activités socioculturelles : ILBOUDO Marc, tél. 76 51 78 73

Secrétaire à l'information : BELEM Zakaria, tél. 76 11 07 62

Secrétaire aux activités féminines : PARE Victoire, tél. 70 00 56 75

Trésorier : TRAORE Drissa S., Tél. 70 68 99 49

Secrétaire aux relations extérieures : OUEDRAOGO Issa, tél. 76 00 17 01

Commissaire aux comptes : SAWADOGO Bernard, tél. 78 80 55 85

Récépissé de déclaration d'existence n° 2009-236/MATD/SG/DGLPAP/DOASOC du 06 mai 2009. Le Ministre de l'Administration Territoriale, donne aux person-

nes ci-après désignées récépissé de déclaration d'existence pour l'Association régie par la loi n° 10/92/ADP du 15 décembre 1992.

Dénomination : « ASSOCIATION POUR LA CAUSE DE L'ENFANCE EN DIFFICULTE », en abrégé ACED

SIEGE SOCIAL : Ouagadougou, Province du Kadiogo

OBJET : L'ASSOCIATION POUR LA CAUSE DE L'ENFANCE EN DIFFICULTE se fixe les objectifs suivants :

- apporter un soutien matériel et psychosocial aux enfants en difficultés ;
- contribuer à leur promotion socio-économique ;
- assurer leur alphabétisation ou éducation non formelle ;
- procurer auxdits enfants une bonne instruction civique à travers une sensibilisation sur les valeurs morales et citoyennes ;
- contribuer à leur insertion socioprofessionnelle par l'apprentissage de métiers ;
- favoriser leur insertion socio-économique par des aides appropriées après apprentissage ;
- favoriser la mise en place de cadres adaptés pour leur plein épanouissement ;
- développer des activités en matière de santé de la reproduction en faveur des enfants en difficulté ;
- contribuer à l'amélioration de la prise en charge des enfants avec le VIH/SIDA et/ou de leur famille ;
- mobiliser les ressources financière, matérielles et humains nécessaires à la réalisation des activités de l'association.

La composition de l'organe dirigeant de l'Association pour la Cause de l'Enfance en Difficulté est la suivante :

Présidente : ZONGO Priscille, 01 BP 3798 Ouagadougou 01, tél. 50 30 57 45

Secrétaire général : YANOOGO Benjamin, 01 BP 3163 Ouagadougou 01, tél. 70 23 78 20 / 78 37 14 17 / 50 43 34 41

Trésorière générale : KABORE Claudine, 01 BP 678 Ouagadougou 01, tél. 71 41 46 95 / 50 43 62 60

Trésorière générale adjointe : YAMEOGO Solange, BP 3626 Ouagadougou, tél. 78 82 97 29

Secrétaire chargée du Suivi des Projets et Programmes : OUEDRAOGO Honorine, 01 BP 6699 Ouagadougou 01, tél. 70 25 61 48 / 76 13 00 13 / 50 31 46 63

Secrétaire chargée de l'organisation et de la Communication : KOUROUMA Suzanne, 01 BP 4477 Ouagadougou 01, tél. 70 26 59 72 / 50 47 50 05

Conseillères :

OUANDAOGO Bana, 01 BP 2087 Ouagadougou 01, tél. 50 31 09 64

ILBOUDO Clémence, 01 BP 303 Ouagadougou 01, tél. 50 30 01 04

Récépissé de déclaration d'existence n° 2009-003/MATD/RCSD/PBZG/HC du 07 mai 2009. Le Haut-commissaire de la Province du Bazèga, donne aux personnes ci-après désignées récépissé de déclaration d'existence pour l'Association régie par la loi n° 10/92/ADP du 15 décembre 1992.

Dénomination : « ASSOCIATION SID-NOOMA DE KOUGPAKA »

SIEGE SOCIAL : Kougpaka département de Saponé province du Bazèga

OBJET : L'association SID-NOOMA a pour objectifs :

L'agriculture, l'élevage et le jardinage ;
La sensibilisation dans le domaine de la santé et l'alphabétisation, d'établir et rechercher les liens de solidarité et de fraternité entre tous les résidents du village ;
La sensibilisation et l'information de tous les adhérents et sympathisants sur les problèmes de développement du village ;
La promotion d'une solidarité agissante et permanente en vue de la réalisation de projets d'intérêts collectifs ;
La recherche de voie et moyens en vue de la réalisation des projets d'intérêts commun dans le domaine économique sociale et culturel ;
L'aide à la promotion économique, social et culturel du village et partant du département.

Conformément à l'acte constitutif, les personnes dont les noms suivent sont chargées de la direction ou de l'administration de l'association :

Président : NIKIEMA Emmanuel, Animateur de la santé à Kougpaka, tél. 70 75 02 62
Vice- Président : DOAMBA Romuald, cultivateur à Kougpaka
Secrétaire général : OUEDRAOGO Georges, cultivateur à Kougpaka, tél. 76 89 04 13
Secrétaire général adjoint : NACOULMA Jean Christophe, Catéchiste à Kougpaka
Trésorière générale : NIKIEMA Bernadette, Dolotière à Kougpaka, tél. 75 47 23 55
Trésorier général adjoint : ILBOUDO Joseph, cultivateur à Kougpaka, tél. 76 22 25 63
Secrétaire à l'information : WANGRAWA Michel, cultivateur à Kougpaka
Secrétaire adjoint à l'information : DOAMBA Emile, cultivateur à Kougpaka, tél. 76 70 50 37
Secrétaire général à l'organisation : TAPSOBA Samuel, cultivateur à Kougpaka
Secrétaire général adjoint à l'organisation : NANA Ablassé, cultivateur à Kougpaka
Secrétaire général aux relations extérieures : OUEDRAOGO Jules, cultivateur à Kougpaka
Secrétaire général adjoint aux relations extérieures : OUEDRAOGO François, cultivateur à Kougpaka
Conseillers :
ILBOUDO Jean Marie, cultivateur à Kougpaka
NIKIEMA Denis, cultivateur à Kougpaka, tél. 76 54 87 51
Commissaires aux comptes :
NIKIEMA Elie, cultivateur à Kougpaka
OUAGRAOUA Albert, cultivateur à Kougpaka

Récépissé de déclaration d'existence n° 2009-117/MATD/RHBS/PHUE/HCBDSL/SG/DAG du 08 mai 2009. Le Haut-commissaire de la Province du Houet, donne

aux personnes ci-après désignées récépissé de déclaration d'existence pour l'Association régie par la loi n° 10/92/ADP du 15 décembre 1992.

Dénomination : « ASSOCIATION POUR LE SOUTIEN DES ENFANTS EN DIFFICULTES (ASED) »

SIEGE SOCIAL : Secteur n°15, commune de Bobo-Dioulasso, Province du Houet

OBJET : L'association pour le Soutien des Enfants en Difficultés (ASED) » poursuit les objectifs suivants :
soutenir la scolarisation et l'épanouissement des orphelins des enfants de la rue, des enfants démunis par le biais des parrainages ;
aider les enfants démunis et les personnes de tous âges en difficulté ;
mener des activités génératrice de revenus au profit des cas sociaux ;
soutenir par le moyen financier et/ ou matériel les enfants orphelins ou démunis ;
lutter pour la sauvegarde de la famille à travers des campagnes de sensibilisation sur l'alphabétisation, le civisme, la santé (lutte contre le SIDA) etc. ;
éveiller la conscience des parents quant à la nécessité de scolariser les enfants, en particulier les filles ;
créer des activités pouvant encourager les élèves à progresser; regrouper des jeunes ;
échanger les idées ;
favoriser et valoriser la culture nationale ;
cultiver la paix ;
mener des activités sportives ;
promouvoir un cadre de vie de la population ;
apporter une aide humanitaire.

La composition de l'organe dirigeant de « l'Association pour le Soutien des Enfants en Difficultés (ASED) » est la suivante

Président : KABORE Alexandre, tél. 76 24 44 12 / 78 43 23 79
Secrétaire général : SOMDA Bewoulkebo Landry, tél. 76 90 07 95
Trésorier général : CAMARA Abdoul Kader, tél. 71 16 38 91
Trésorière générale : KAGAMBEGA Alice, tél. 76 96 38 85
Secrétaire à l'organisation : KARANTAO Soilif, tél. 70 03 40 56
Secrétaire aux relations extérieures : KIENOU Mariam, tél. 76 48 12 92
Secrétaire à l'Information : COULIBALY Kaba Alphonse, tél. 76 08 86 11.

Récépissé de déclaration d'existence n° 2009-023/MATD/RCOS/PBLK/HC-KDG/SG du 12 mai 2009. Le Haut-commissaire de la Province du Boulkiemdé, donne aux personnes ci-après désignées récépissé de déclaration d'existence pour l'Association régie par la loi n° 10/92/ADP du 15 décembre 1992.

Dénomination : « ASSOCIATION DES JEUNES SPORTIFS POUR LE DEVELOPPEMENT DE BASZIRI, en abrégé (AJSDB) »

SIEGE SOCIAL : Basziri, Commune de Kokologho, Province du Boulkiemdé

OBJET : L'association des Jeunes Sportifs pour le Développement de Basziri, poursuit les objectifs suivants : développer le sport ; aider les enfants scolarisés et non scolarisés.

Noms, prénom(s) et adresse des personnes chargées de l'administration de l'association dans l'acte constitutif.

Président : GUIRE Boureima, tél. 78 03 72 94
 Vice- Président : KINORE Moumouni, tél. 76 17 87 40
 Secrétaire général : KABRE Soumaïla, tél. 76 21 73 56
 Secrétaire générale adjointe : NANA Albertine
 Trésorière générale : KABRE Aïcha
 Trésorier général adjoint : SEOGO Alassane, tél. 76 38 88 87
 Responsable à l'information : KABORE Boureima, tél. 78 11 90 73
 1^{er} Responsable adjoint à l'information : KABORE P. Léopold
 2^{ème} Responsable adjointe à l'information : NANA Assèta
 Responsable à l'Organisation : KABRE Idrissa
 1^{er} Responsable Adjoint à l'Organisation : SAMA Issa
 2^{ème} Responsable Adjoint à l'Organisation : SANA Kadidja, tél. 75 36 75 86
 Responsable Général aux Activités Sportives : SEOGO Salif, tél. 76 98 00 58
 Responsable Général adjoint aux Activités Sportives : GUIRE Alassane, tél. 76 25 81 87
 Commissaire aux comptes : KABRE Laurent, tél. 76 10 22 06
 Commissaire aux comptes adjoint : KABORE Agnès.

Récépissé de déclaration d'existence n° 2009-262/MATD/SG/DGLPAP/DOASOC du 13 mai 2009. Le Ministre de l'Administration Territoriale, donne aux personnes ci-après désignées récépissé de déclaration d'existence pour l'Association régie par la loi n° 10/92/ADP du 15 décembre 1992.

Dénomination : « ASSOCIATION DES SERVEURS DE RESTAURANTS DU BURKINA », en abrégé ASRB

SIEGE SOCIAL : Ouagadougou, Province du Kadiogo

OBJET : L'ASSOCIATION DES SERVEURS DE RESTAURANTS DU BURKINA poursuit les objectifs suivants : œuvrer pour un meilleur encadrement des jeunes ; lutter contre le chômage des couches sociales ; créer des initiatives à même de renforcer la formation professionnelle du métier des serveurs ; contribuer à l'amélioration des conditions de vie des populations cibles pour leur réinsertion sociale en particulier les jeunes filles, les femmes et les personnes âgées.

La composition de l'organe dirigeant de l'Association des Serveurs de Restaurants du Burkina est la suivante :

Président : OUEDRAOGO Dramane, BP 567 Ouagadougou 01, tél. 78 84 82 17
 Secrétaire général : KABORE W. Mohamed, tél. 78 87 70 86
 Trésorier général : COMPAORE T. Ismaël, tél. 76 07 60 22
 Chargé à l'information : SINZOUNGA Bayouré, tél. 76 57 77 61
 Chargé à l'organisation et à l'Encadrement des Jeunes : TIEMTORE Issouf, tél. 76 39 16 88
 Chargé des relations extérieures : ROUAMBA Alfred, tél. 78 81 67 45
 Chargé aux Activités culturelles : BILGO Souleymane, tél. 78 78 21 58.

Récépissé de déclaration d'existence n° 2009-224/MATD/SG/DGLPAP/DOASOC du 17 mai 2009. Le Ministre de l'Administration Territoriale, donne aux personnes ci-après désignées récépissé de déclaration d'existence pour l'Association régie par la loi n° 10/92/ADP du 15 décembre 1992.

Dénomination : « WEND-DENDA »

SIEGE SOCIAL : Ouagadougou, Province du Kadiogo

OBJET : L'ASSOCIATION WEND-DENDA a pour objectifs de :

sensibiliser la population à la problématique du VIH/SIDA et du paludisme ;
 œuvrer à l'encadrement de la petite enfance au niveau du préscolaire ;
 augmenter le taux d'alphabétisation au Burkina Faso en créant, des écoles privées, des centres de formation à moindre coût et des centres d'alphabétisation ;
 lutter contre l'abandon précoce des classes en favorisant l'insertion, la reprise des cours des orphelins et enfants vulnérables (OEV) dans les écoles formelles, non formelles et dans des centres de formation appropriés ;
 offrir un soutien scolaire et parascolaire aux élèves en difficultés ;
 lutter contre la mendicité, la prostitution, la délinquance juvénile en sensibilisant les structures favorisant à ces pratiques à une prise de conscience tout en les orientant vers un encadrement adéquat ;
 lutter contre la pauvreté, l'injustice, la sous alimentation en créant des activités génératrices de revenus (AGR) en faveur des veuves, et des personnes nécessiteuses ;
 promouvoir les activités de plaidoyer auprès des pouvoirs publics, privés, des organisations à base communautaires, des ONG dans leurs activités de soutien de l'enfance en général.

La composition de l'organe dirigeant de l'association WEND-DENDA est la suivante :

Présidente : KONKOBO/SABA Mariam, 01 BP 2542 Ouagadougou 01, tél. 70 29 54 83
 Vice- Présidente : KABORE Clotilde, 01 BP 2542 Ouagadougou 01
 Secrétaire générale : GOMINA/IBRANGO Anne, 01 BP 2542 Ouagadougou 01, tél. 70 10 18 23
 Secrétaire générale adjointe : KABRE Aline, 01 BP 2542 Ouagadougou 01

Trésorière générale : OUEDRAOGO Azèta, 01 BP 2542 Ouagadougou 01
 Trésorière générale adjointe : SANDWIDI Fati, 01 BP 2542 Ouagadougou 01
 Chargé de l'éducation : SABA Saïdou, 01 BP 2542 Ouagadougou 01, tél. 76 41 63 42
 Chargé de l'éducation Adjoint : KIENON Ouango, 01 BP 2542 Ouagadougou 01
 Chargée des AGR (Activités Génératrices de Revenus) : OUEDRAOGO Wendyam, 01 BP 2542 Ouagadougou 01, tél. 70 07 73 00
 Chargée des AGR (Activités Génératrices de Revenus) Adjointe : NAON Zemtèlè, 01 BP 2542 Ouagadougou 01.

Récépissé de déclaration d'existence n° 2009-95/MATD/RCEN/PKAD/HC/SG/DASE du 18 mai 2009. Le Haut-commissaire de la Province du Kadiogo, donne aux personnes ci-après désignées récépissé de déclaration d'existence pour l'Association régie par la loi n° 10/92/ADP du 15 décembre 1992.

Dénomination : « **ASSOCIATION JEUNES VOLONTAIRES POUR LE DEVELOPPEMENT** » (A.JVD)

SIEGE SOCIAL : Ouagadougou

OBJET : L'association a pour objectifs de :
 créer un cadre d'entraide entre les différentes causes socio-économiques, culturelles et professionnelles pour le développement du Burkina Faso ;
 sensibiliser la population sur le VIH/SIDA ;
 lutter contre la désertification ;
 lutter contre la drogue ;
 sensibiliser la population sur le trafic des enfants ;
 accompagner toute initiative visant le développement du Faso ;
 donner l'information juste et périodiquement sur les différentes orientations et les activités de l'association ;
 créer une synergie d'action entre les associations ayant pour souci le bien être de la jeunesse burkinabè.

Noms, prénoms et adresses des personnes actuellement chargées de l'administration et /ou de la direction de l'Association

Président : SAWADOGO Saïdou, tél. 76 17 66 64
 Vice-Président : SAWADOGO
 Secrétaire général : TAPSOBA Noufou, tél. 76 79 80 74
 Secrétaire adjoint : OUEDRAOGO Fidèle, tél. 76 66 87 07
 Trésorier : OUEDRAOGO Innocent, tél. 76 64 65 64
 Trésorier adjoint : KABORE Daouda, tél. 70 62 14 69
 Secrétaire à l'organisation : YAMEOGO Yacouba, tél. 76 64 36 78
 Secrétaire adjoint à l'organisation : OUEDRAOGO Julien, tél. 76 04 79 64
 Secrétaire à l'information : ZIWAGO Boukary, tél. 76 14 95 18
 Secrétaire adjoint à l'information : KABORE Salif, tél. 70 64 28 51
 Conseiller : SAWADOGO Omar, tél. 76 42 61 34

Conseiller : YAMEOGO Ousmane, tél. 76 04 46 18
 Conseiller : BAMOGO/TIENDREBEOGO Lamoussa, tél. 70 48 41 04.

Récépissé de déclaration d'existence n° 2009-96/MATD/RCEN/PKAD/HC/SG/DASE du 19 mai 2009. Le Haut-commissaire de la Province du Kadiogo, donne aux personnes ci-après désignées récépissé de déclaration d'existence pour l'Association régie par la loi n° 10/92/ADP du 15 décembre 1992.

Dénomination : « **ASSOCIATION DUNI-YA-SOUGRI (D.Y.S.)** »

SIEGE SOCIAL : Ouagadougou, secteur 27

OBJET : L'association a pour objectifs de :
 favoriser une émancipation sociale et économique des membres ;
 renforcer la solidarité entre les membres.

Noms, prénoms et adresses des personnes actuellement chargées de l'administration et / ou de la direction de l'Association:

Présidente : NEBIE Sophie, tél. 76 88 56 63
 Vice-Présidente : MAMBONE Bertille, tél. 76 23 66 19
 Secrétaire : ILBOUDO K. Jeannette
 Secrétaire adjointe : ZAMTAKO Habibou
 Trésorière : GALBONE Aimée
 Trésorière adjointe : KAFANDO Mariam
 Secrétaire à l'information et à l'organisation : YAMEOGO Alizèta
 Secrétaire adjointe à l'information et à l'organisation : SAWADOGO Adjara
 Commissaire aux comptes : KIAGBE / BALIMA Clémentine, tél. 78 85 21 11
 Commissaire aux comptes Adjointe : OUEDRAOGO Assèta, tél. 70 27 29 91
 1^{ère} Conseillère : THIOMBIANO Fatoumata Cathérine
 2^{ème} Conseillère : ZOUNGRANA/ALLO Hélène.

Récépissé de déclaration d'existence n° 2009-267/MATD/SG/DGLPAP/DOASOC du 20 mai 2009. Le Ministre de l'Administration Territoriale, donne aux personnes ci-après désignées récépissé de déclaration d'existence pour l'Association régie par la loi n° 10/92/ADP du 15 décembre 1992.

Dénomination : « **ASSOCIATION RATAMALGRE ZEMALGA** »

SIEGE SOCIAL : Ouagadougou, Province du Kadiogo

OBJET : L'Association Ratamalgré Zemalga a pour objectifs de :
 lutter contre la malnutrition et l'analphabétisme ;
 améliorer les conditions de vie des veuves et orphelins démunis ;

lutter contre l'excision et les mariages forcés ainsi que le VIH/SIDA et les IST ;
veiller au développement socioéconomique de ses membres ;
lutter contre la désertification et promouvoir les activités agropastorales.

La composition de l'organe dirigeant de l'Association Ratalmalgré Zemalga est la suivante :

Président : COMPAORE Harouna, tél. 76 47 97 93
Vice- Président : KABORE Jean Marie, tél. 76 05 61 50
Secrétaire général : COMPAORE Boureima, tél. 75 18 63 50
Secrétaire générale adjointe : COMPAORE Latifatou, tél. 76 26 39 93
Trésorier général : KABORE Saïdou, tél. 75 09 59 30
Trésorière générale adjointe : KABORE Mariam, tél. 76 62 23 40
Secrétaire à l'information et à la Mobilisation : COMPAORE Mohamed Salif, tél. 70 26 90 20
Secrétaire à l'information et à la Mobilisation adjoint : COMPAORE Issaka, tél. 76 47 79 54
Secrétaire à l'organisation : KABORE Moussa, tél. 70 23 82 92
Secrétaire adjoint à l'organisation : COMPAORE Boukaré, tél. 76 62 23 40
Responsable chargée de la Mobilisation Féminine : COMPAORE Aminata, tél. 71 40 53 70
Responsable adjoint chargée de la Mobilisation Féminine : KABORE Hamidou, tél. 76 49 40 41.

Récépissé de déclaration d'existence n° 2009-305/MATD/SG/DGLPAP/DOASOC du 22 mai 2009. Le Ministre de l'Administration Territoriale, donne aux personnes ci-après désignées récépissé de déclaration d'existence pour l'Association régie par la loi n° 10/92/ADP du 15 décembre 1992.

Dénomination : « ASSOCIATION POUR LA PROMOTION DE L'EDUCATION DES ENFANTS DEFAVORISES », en abrégé APEED

SIEGE SOCIAL : Ouagadougou, Province du Kadiogo

OBJET : L'ASSOCIATION POUR LA PROMOTION DE L'EDUCATION DES ENFANTS DEFAVORISES a pour objectifs de :

soutenir et assurer l'éducation des orphelins ;
promouvoir et valoriser l'éducation des enfants défavorisés ;
assurer leur santé, défendre et protéger leurs droits ;
promouvoir l'entraide mutuelle sur le plan professionnel, économique et social.

La composition de l'organe dirigeant de l'ASSOCIATION POUR LA PROMOTION DE L'EDUCATION DES ENFANTS DEFAVORISES est la suivante :

Président : KONTONGOMDE A. Moumini, 01 BP 3924 Ouagadougou 01, tél. 76 57 30 69
Vice- Président : OUEDRAOGO Tasséré, 01 BP 3924 Ouagadougou 01, tél. 76 84 76 27
Secrétaire général : KONDE Hervé, 01 BP 3924

Ouagadougou 01, tél. 75 00 85 26

Secrétaire générale adjointe : ZAGRE Francine Aline, 01 BP 3924 Ouagadougou 01, tél. 78 85 26 56

Trésorière générale : ZOUNGRANA P. Diane, 01 BP 3924 Ouagadougou 01, tél. 71 22 60 65

Trésorier général adjoint : TIENDREBEOGO Hermann, 01 BP 3924 Ouagadougou 01, tél. 76 84 83 44

Secrétaire à l'organisation : ZOMBRA Zakaria, S/C ZOMBRA Moussa, 03 BP 7012 Ouagadougou 03, tél. 76 11 96 36

Secrétaire à l'information : ZAGRE Cédric, 01 BP 3924 Ouagadougou 01, tél. 70 27 90 65.

Récépissé de déclaration d'existence n° 2009-316/MATD/SG/DGLPAP/DOASOC du 22 mai 2009. Le Ministre de l'Administration Territoriale, donne aux personnes ci-après désignées récépissé de déclaration d'existence pour l'Association régie par la loi n° 10/92/ADP du 15 décembre 1992.

Dénomination : « FASO-IVOIRE CULTURE », en abrégé FIC

SIEGE SOCIAL : Ouagadougou, Province du Kadiogo ★

OBJET : L'Association FASO-IVOIRE CULTURE poursuit les objectifs suivants :

promouvoir les artistes burkinabè et ivoiriens ;
susciter la solidarité entre les peuples burkinabè et ivoiriens ;
organiser des manifestations artistiques au Burkina Faso et en Côte d'Ivoire.

La composition de l'organe dirigeant de l'association FASO-IVOIRE CULTURE est la suivante :

Président : KINDO Daouda, tél. 70 74 70 40 / 78 51 34 50

Vice- Président : ILBOUDO Mathieu, tél. 70 74 70 40

Secrétaire général : OUEDRAOGO Tintienga Dieudonné, tél. 76 93 46 77

Trésorier général : KINDO Abdoul Aziz, tél. 70 70 70 75

Directeur Artistique : LOUE Aristide Sylvain, tél. 75 31 92 90

Récépissé de déclaration d'existence n° 2009-329/MATD/SG/DGLPAP/DOASOC du 22 mai 2009. Le Ministre de l'Administration Territoriale, donne aux personnes ci-après désignées récépissé de déclaration de modification dans les textes constitutifs et de changement dans la composition de l'organe dirigeant pour l'Association régie par la loi n° 10/92/ADP du 15 décembre 1992.

Dénomination : « ASSOCIATION BENKADI INTERNATIONALE », en abrégé A.B.I. asbl

SIEGE SOCIAL : Ouagadougou, Province du Kadiogo

OBJET : L'Association ASSOCIATION BENKADI INTERNATIONALE a pour objectifs de :

cultiver l'optimisme en milieu jeune, et lutter contre le chômage ;
promouvoir la culture et les échanges culturels en favorisant le brassage culturel avec les jeunes du monde ;

lutter contre le SIDA, la drogue, l'alcoolisme et l'insécurité routière ;
mener toutes activités entrant dans le développement et le mieux être de la jeunesse en général et celle du Burkina en particulier.

La composition de l'organe dirigeant de l'ASSOCIATION BENKADI INTERNATIONALE est la suivante :

Coordonnateur Général : SANFO Salif, 09 BP 1190 Ouagadougou 09, tél. 70 24 34 22 / 78 85 00 85

Secrétaire chargé des Affaires Administratives : BAKOUAN Ernest, 09 BP 1190 Ouagadougou 09, tél. 70 04 08 27 / 78 32 26 24

Secrétaire adjointe chargé des Affaires Administratives : BELEM Jacqueline, tél. 50 33 00 99

Secrétaire chargé de l'organisation : OUEDRAOGO Joël, tél. 70 27 98 96

Secrétaire adjoint chargé de l'organisation : OUEDRAOGO Hermann, tél. 76 64 07 30

Secrétaire chargé de la Communication : OUEDRAOGO Auguste Irénée, 01 BP 358 Ouagadougou 01, tél. 70 13 64 54

Secrétaire adjoint chargé de la Communication :

COMPAORE Saidou, tél. 70 14 88 09 / 78 87 63 73

Secrétaire chargée des finances : LOMFO Biba, 04 BP 8976 Ouagadougou 04, tél. 70 16 64 46

Secrétaire adjoint chargé des finances : OUEDRAOGO Salif, 01 BP 358 Ouagadougou 01, tél. 70 13 64 54.

Récépissé de déclaration d'association n° 2009-280/MATD/SG/DGLPAP/DOASOC du 22 mai 2009. Le ministre de l'administration territoriale et de la décentralisation, donne aux personnes ci-après désignées, récépissé de déclaration d'existence pour l'association régie par la loi n° 10/92/ADP du 15 décembre 1992.

Dénomination : « Association Burkinabè pour la Protection de l'Environnement » en abrégé : A.B.P.E.

Siège : Ouagadougou, province du Kadiogo

Objectifs : L'Association Burkinabè pour la Protection de l'Environnement poursuit les objectifs suivants :

soutenir le développement durable ;
favoriser l'amélioration significative et mesurable de l'environnement burkinabè notamment dans la gestion des formations naturelles, du domaine du reboisement, de l'éducation environnementale et de la sensibilisation environnementale.

La composition de l'organe dirigeant de l'Association Burkinabè pour la Protection de l'Environnement est la suivante :

Présidente : YAMEOGO P. Aline, Tél. : 76 55 00 00 / 50 30 61 00

Secrétaire général : SAWADOGO Cheick Tél.: 70 19 22 23 / 78 83 18 25

Secrétaire générale adjointe : SARR Fatimata Patricia, 01 BP 6776 Ouagadougou 01, Tél. : 78 84 89 60 / 76 46 56 51

Secrétaire chargée de la gestion des finances et du patrimoine : SAWADOGO Fanta, Tél. : 70 35 22 42

Secrétaire chargée de la gestion des finances et du patrimoine adjointe : YAMEOGO Alice, Tél. : 78 82 72 85

Secrétaire chargée de l'information et des relations extérieures : BAMBARA Annick, Tél. : 76 65 88 23

Secrétaire chargée de l'information et des relations extérieures adjointe : SANOU/YAMEOGO Delphine, Tél. : 76 26 01 68

Secrétaire chargée de l'organisation : SOMBIE F. Roselyne, Tél. : 70 14 05 48

Secrétaire chargé de l'organisation adjoint : LANKOANDE Blaise. Tél. : 76 69 79 71.

MINISTERE DE L'ADMINISTRATION
TERRITORIALE ET DE LA DECENTRALISATION

BURKINA FASO
Unité- Progrès- Justice

REGION DE LA BOUCLE DU MOUHOUN

PROVINCE DU MOUHOUN

DEPARTEMENT DE DEDOUGOU

CERTIFICAT D'ACCREMENT

Je soussigné(e)..... OUSMANE OUEDEIRA OGO.....
Préfet du Département de Dédougou certifie que le groupement..... des Restauratrices "ADIAH NAN DOGO"
Du village de..... Dédougou Secteur N°6
Siège..... DEDOUGOU Secteur N° 6
Département de..... DEDOUGOU Secteur N° 5
Est agréé sous le N° 077 /MATD/RBMHN/PMHN/DDDG du 13 Novembre 2007.



Le Préfet

Ousmane OUEDEIRA OGO
Secrétaire Administratif.

MINISTERE DE L'ADMINISTRATION
TERRITORIALE ET DE LA DECENTRALISATION

BURKINA FASO
Unité- Progrès- Justice

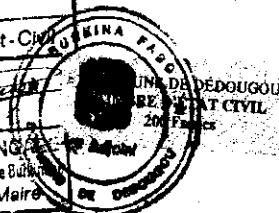
REGION DE LA BOUCLE DU MOUHOUN

PROVINCE DU MOUHOUN

DEPARTEMENT DE DEDOUGOU

Photocopie Certifiée conforme
à l'Original qui nous a été
présenté
DEDOUGOU, le
L'Officier de l'Etat-Civil

Paulin Sanzié SANGARE
Chevalier de l'Ordre du Mérite Burkinabè
1er Adjoint au Maire



CERTIFICAT D'ACCREMENT

Je soussigné(e)..... Ousmane OUEDEIRA OGO.....
Préfet du Département de Dédougou certifie que le groupement..... Féminin "ALLA LO HI MASSAYE"
Du village de..... Dédougou Secteur N°6
Siège..... Dédougou Secteur N°6
Département de..... Dédougou
Est agréé sous le N° 078 /MATD/RBMHN/PMHN/DDDG du 13 Novembre 2007.



Le Préfet

Ousmane OUEDEIRA OGO
Secrétaire Administratif.

Récépissé n° 2009-353/MATD/SG/DGLPAP/DOASOC du 01 juin 2009. Le Ministre de l'Administration territoriale et de la décentralisation donne aux personnes ci-après désignées, récépissé de déclaration d'existence pour l'association régie par la loi n° 10/92/ADP du 15 décembre 1992.

Dénomination : «ASSOCIATION POUR LA PROMOTION DE LA CULTURE MARKA » en abrégé : APCM

Siège de l'Association : Bobo-Dioulasso, Province du Houet

L'ASSOCIATION POUR LA PROMOTION DE LA CULTURE MARKA a pour objet la mobilisation de toute personne soucieuse de la promotion et du rayonnement de la culture Marka.

La composition de l'organe dirigeant de l'ASSOCIATION POUR LA PROMOTION DE LA CULTURE MARKA est la suivante :

La composition de l'organe dirigeant de l'association UNION ISLAMIQUE ENSSAROULDINE DU BURKINA est la suivante :

Président : FOFANA Zacharia, tél. 76 60 05 69

1^{er} Vice-président : TRAORE B. Jean, tél. 76 60 30 37

2^{ème} Vice-président : SIEBA/ZAYE Hawa, tél. 70 72 83 32

3^{ème} Vice-président : DISSA Soumana, tél. 70 08 89 80

Secrétaire Général : CISSE Djakaria, tél. 76 67 21 25

Secrétaire Général Adjoint : ZELA Gnana Daouda, tél. 78 81 20 68

Trésorier général : GO D. Drissa, tél. 70 29 29 37 / 76 66 09 22

Trésorière générale adjointe : KOTE Bibata, tél. 70 72 82 05

Secrétaire aux Activités Socioculturelles et Sportives : SERE Moumouni, tél. 70 68 71 33

Secrétaire adjoint aux Activités Socioculturelles et Sportives : NIAMBA Karim, tél. 70 11 43 34 / 78 00 96 40

Secrétaire chargé des relations extérieures : DAO Blami, tél. 78 80 24 44

Secrétaire adjoint chargé des relations extérieures : NIAMBA Ibrahim, tél. 78 01 37 33

Secrétaire à l'information et à la Mobilisation : SANGARE Padoro, tél. 78 00 99 76

Secrétaire adjoint à l'information et à la Mobilisation : YE Lacina, Maçon au secteur 3 de Bobo-Dioulasso

Secrétaire chargé de l'Organisation : SQUARE Yaya, Commerçant au secteur 16 de Bobo-Dioulasso

Secrétaire adjoint chargé de l'Organisation : KONATE Tiemotié, tél. 70 68 71 53

Secrétaire chargée des Questions Féminines : TRAORE Awa, tél. 78 00 96 90

Secrétaire adjointe chargée des Questions Féminines : SQUARE/KOTE Adjara, tél. 76 69 99 54



IMPRIMERIE DU JOURNAL OFFICIEL
BP 5924 OUAGADOUGOU
Dépôt légal 4036